

ALGER 16

LE QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC

Edition N°1592 du Lundi 24 Août 2026 - Email : alger16bma@gmail.com - Prix 10 DA - ISSN2335-108X - WWW.ALGER16.DZ

ACTUALITE

SPORTS

SANTE

RÉGIONS

CULTURE

PUBLICITE

alger16 le quotidien

alger16, quotidien

ALGER16, LE QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC

SCAN ME



LE PREMIER MINISTRE MALIEN
AUJOURD'HUI EN ALGÉRIE



**ALGER ET BAMAKO
RENOUENT LE DIALOGUE**

P. 16

MAWLID ENNABAOU



CAMPAGNE DE SENSIBILISATION
SUR LES DANGERS DES
PRODUITS PYROTECHNIQUES

P. 2



JEUX MÉDITERRANÉENS
TARENTE-2026



PREMIÈRE MÉDAILLE D'OR POUR L'ALGÉRIE
**LE LUTTEUR FERGAT
SUR LA PLUS HAUTE MARCHE**

FOOTBALL : **LES VERTS** COMMENCENT
PAR UNE VICTOIRE FACE AU KOSOVO

P. 14



INDUSTRIE AUTOMOBILE NATIONALE

TIRSAM CONFIRME
SES AMBITIONS
DANS LE POIDS LOURD

● L'usine Tirsam compte fournir des produits et services
de haute qualité, en répondant aux exigences du marché algérien.

P. 7

**EL NIÑO : LE PHÉNOMÈNE CLIMATIQUE
QUI PEUT FAIRE TREMBLER LA PLANÈTE**

**L'ALGÉRIE DOIT-ELLE
S'INQUIÉTER ?**

Né dans les eaux du Pacifique, El Niño peut bouleverser
les températures, les pluies, l'agriculture et les écosystèmes
à des milliers de kilomètres de son lieu d'origine.



Pp. 4 et 5

**LE
SAVIEZ-
VOUS ?**

MAWLID ENNABAOU

CAMPAGNE DE SENSIBILISATION SUR LES DANGERS DES PRODUITS PYROTECHNIQUES



Une campagne de sensibilisation de proximité sur les dangers de l'utilisation des produits pyrotechniques, à l'occasion de la célébration de la fête du Mawlid Ennabaoui, a été lancée par la Direction générale de la Protection civile (DGPC). "Chaque année, à l'approche de la célébration du Mawlid Ennabaoui, qui constitue une occasion de recueillement et de rappel de la vie et des valeurs du Prophète Mohamed (QSSL), les services de la Protection civile ont lancé, le 20 août dernier, une campagne de sensibilisation de proximité afin d'éviter et de prévenir les accidents liés à l'utilisation abusive et dangereuse des produits pyrotechniques et des bougies", a indiqué un communiqué de la DGPC. Cette campagne vise à "mettre en garde contre les dangers de l'usage des produits

pyrotechniques, notamment par les enfants, à travers l'organisation d'activités de sensibilisation dans les mosquées, les places publiques et au niveau des lieux de vente de ces produits, en privilégiant l'utilisation des réseaux sociaux comme support, ainsi que les différents médias".

La Protection civile rappelle, à cet égard, "la responsabilité des parents, qui doivent expliquer à leurs enfants les dangers de ces produits prohibés, comme le risque d'explosion dans la main, la brûlure des yeux, la perte de l'audition, ainsi que les risques d'incendie". En cas d'urgence, la Direction générale de la Protection civile met à la disposition des citoyens le numéro de secours 14, ainsi que le numéro vert 1021.

ARBOUAT (EL ABIODH SIDI CHEIKH)

ORGANISATION DE LA PREMIÈRE ÉDITION DE LA COURSE TOURISTIQUE

La commune d'Arbouat, dans la nouvelle wilaya d'El Abiodh Sidi Cheikh, a organisé, en coordination avec l'association culturelle et touristique du patrimoine et de la pensée "El Ksar", la première édition du cours touristique au niveau de l'ancien ksar d'Arbouat, a-t-on informé, samedi dernier, auprès des organisateurs. Cette manifestation, qui s'est déroulée jeudi dernier, a réuni 34 coureurs, dont 11 participants venus des wilayas de Chlef, Tindouf, Ouargla, Relizane, Mascara et M'Sila, selon la même source.

Le responsable de l'organisation, Karkeb Abdeldjalil, a souligné que ce cours vise à faire connaître et à promouvoir les potentialités touristiques et patrimoniales de la commune d'Arbouat, en ancrant la culture sportive et en l'associant à la promotion touristique et patrimoniale.



Il a expliqué que cette initiative permet de conjuguer activité sportive et découverte des sites naturels et historiques dont regorge la région. La course s'est déroulée sur une distance de 3

kilomètres, avec un départ de la région de Debdaba, en passant par l'oued d'Arbouat et au milieu des oasis, avant d'arriver à l'ancien ksar d'Arbouat. Le parcours a ainsi combiné l'aspect sportif avec la mise en valeur des paysages naturels et des sites patrimoniaux de la région. Il a également indiqué que les participants ont été répartis en trois catégories : la première réservée aux jeunes âgés de 16 à 29 ans, la deuxième aux personnes âgées de 30 ans et plus, tandis que la troisième catégorie était dédiée aux personnes aux besoins spécifiques.

Les participants de chaque catégorie ont concouru sur le même parcours et la même distance dans le but d'élargir la participation sportive et d'offrir l'opportunité à différentes catégories de la population de prendre part à cet événement, selon la même source.

APS

INCENDIES EN ALGÉRIE 42 FEUX RECENSÉS

Quarante-deux (42) incendies touchant le couvert végétal, les cultures agricoles, les palmeraies et les meules de foin ont été recensés à travers le pays entre samedi 22 août et dimanche 23 août, à 7h,



selon le bilan de la situation des incendies publié par les services de la Protection civile. Sur l'ensemble des foyers enregistrés, 36 incendies ont été maîtrisés, tandis que six autres sont toujours en cours dans quatre wilayas, indique la même source. Les incendies encore actifs sont répartis comme suit : trois à Sétif, un à Batna, un à Béjaïa et un à Souk-Ahras. À Béjaïa, un incendie s'est déclaré dans une forêt située dans la commune de Kendira, au lieu-dit Tighenntouch. Les équipes d'intervention ont été renforcées par des moyens aériens, avec la mobilisation de deux avions de type AT-802. Les opérations d'extinction se poursuivent. À Batna, un autre important incendie touche la commune de Merouana, au lieu-dit Djebel Fakhra, dans une zone particulièrement difficile d'accès. Les équipes engagées sur le terrain bénéficient également du soutien de deux avions AT-802, alors que les opérations se poursuivent pour venir à bout du sinistre.

ACCIDENTS DE LA ROUTE 5 MORTS ET 257 BLESSÉS EN 24 HEURES

Cinq personnes ont trouvé la mort et 257 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus ces dernières 24 heures dans plusieurs wilayas, a

indiqué hier un bilan de la Protection civile. Par ailleurs, dans le cadre du dispositif de surveillance des places, la Protection civile a effectué 1.144 interventions ayant permis de sauver 812 personnes de noyade, de prodiguer des soins de première urgence à 297 autres et d'évacuer 33 personnes vers les structures sanitaires locales, ajoute le communiqué, déplorant toutefois



deux morts par noyade, le premier dans une plage autorisée à la baignade, mais en dehors des horaires de surveillance à Alger, et le deuxième dans une plage interdite à la

baignade à Mostaganem. L'intervention des secours de la Protection civile a également permis de circonscrire un incendie dans la wilaya d'Ain Témouchent ayant provoqué des brûlures légères à trois personnes, alors que le dispositif de lutte contre les incendies de forêt a procédé à l'extinction de 42 incendies du couvert végétal dans plusieurs wilayas.

QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC

ALGER 16

N°RC : 16/00-0990467 B 15

Compte bancaire S G A n° 02100017113002183822

Édité par
sarl BMA.com
au capital 100.000 DA

Directrice de Publication
Mohamed Bouziane Khadidja

Rédaction
M. B. Khadidja
Yacine O.
G. Salah Eddine
Lamia O.
Amine A.

Siège d'activité - ALGER 16
5, rue Sacré-Cœur, Alger-Centre
Tél. 020 10 23 68
Siège social sarl BMA.com
26, rue Mohamed-Layachi, Belouizdad
05 51 39 08 76 / 07 95 66 79 53
email : alger16bma@gmail.com

Pour votre Publicité s'adresser à :
l'Entreprise Nationale
de communication, d'Édition
et de Publicité
Agence ANEP,
01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91/
020 05 10 42

Fax : 020 05 11 48/020 05 13 45
020 05 13 77
E-mail : agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

IMPRESSION
Société d'impression
d'Alger
SIA (Centre)

DROITS DE L'HOMME, PAIX ET SÉCURITÉ EN AFRIQUE

APPEL À RENFORCER LA COORDINATION AU SEIN DE L'UA

L'ambassadeur d'Algérie et représentant permanent auprès de l'Union africaine (UA), Mohamed Khaled, a présidé, en sa qualité de président en exercice du Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'UA, la réunion consultative annuelle entre le CPS et la Commission africaine des droits de l'Homme et des peuples (CADHP). La rencontre a placé les droits humains au cœur des discussions sur la prévention des conflits et la construction d'une paix durable sur le continent.



Réunis autour de la question du rôle des droits de l'Homme dans la consolidation de la paix, les participants ont examiné les moyens de renforcer la complémentarité entre les différents mécanismes de l'Union africaine et de mieux intégrer l'approche fondée sur les droits humains dans la prévention et le règlement des conflits.

Dans son allocution d'ouverture, Mohamed Khaled a rappelé que le respect des droits de l'Homme et des libertés fondamentales constitue l'un des fondements d'une paix, d'une sécurité et d'une stabilité durables en Afrique. Il a appelé, dans ce contexte, à approfondir la coopération entre le CPS et la CADHP et à traduire les engagements pris par les deux institutions en mesures concrètes. L'ambassadeur a également insisté sur le rôle des organisations non gouvernementales (ONG) dans les mécanismes d'alerte précoce, la prévention des conflits, la médiation et la consolidation de la paix. Il a toutefois souligné la nécessité pour ces organisations de préserver leur crédibilité et d'éviter toute instrumentalisation au profit d'agendas politiques ou d'intérêts particuliers.

Mohamed Khaled a, en outre, appelé à améliorer le suivi de la mise en œuvre des décisions et recommandations adoptées

par les différents organes délibérants de l'UA, notamment à travers la mise en place d'une matrice dédiée.

Cette approche doit permettre, selon lui, de mieux coordonner les efforts des institutions de l'Union et de favoriser une lecture commune des défis auxquels le continent est confronté. Dans le même esprit, le président de la séance a proposé l'organisation, tous les deux ans, d'une réunion réunissant le CPS, ainsi que les commissions et organes de l'UA compétents en matière de droits de l'Homme, de gouvernance et de démocratie. L'objectif serait de renforcer la coordination entre ces mécanismes et d'assurer une plus grande cohérence de leur action.

LES DROITS HUMAINS COMME OUTIL DE PRÉVENTION

De son côté, le président de la CADHP, Idrissa Sow, a présenté le rôle de la Commission dans la promotion d'une approche intégrée des droits de l'Homme, de la paix et de la sécurité. Il a notamment évoqué plusieurs mécanismes et programmes portant sur la justice transitionnelle, l'agenda « Femmes, paix et sécurité », la protection des personnes déplacées de force, la prévention de la torture, la protection du droit à la vie et celle des défenseurs des

droits humains, ainsi que l'activation des mécanismes ad hoc de la CADHP. Le président de la Commission a également exposé les pistes permettant de développer davantage ces mécanismes dans le cadre de la stratégie du nouveau bureau, présentée lors de la réunion. Il a, par ailleurs, insisté sur la nécessité de renforcer le système d'alerte précoce dans le domaine des droits humains afin d'améliorer les capacités de prévention et de réponse rapide face aux violations. Il a appelé à placer les droits fondamentaux au cœur des priorités de l'action africaine, à renforcer la justice et à approfondir la coopération avec le CPS, notamment à travers des missions conjointes dans les zones de conflit.

UNE MEILLEURE ARTICULATION DES MÉCANISMES DE L'UA

Le Commissaire aux affaires politiques, à la paix et à la sécurité de l'UA, Bankole Adeoye, a pour sa part souligné la nécessité de renforcer la complémentarité entre les différents mécanismes de l'organisation dans les domaines des droits de l'Homme, de la paix et de la sécurité. Il a notamment plaidé pour le développement de systèmes plus efficaces d'alerte précoce, de prévention des conflits et de réponse aux violations

susceptibles de fragiliser la stabilité des États et des sociétés africaines. Au cours des échanges, les membres du CPS ont insisté sur un principe central : les droits de l'Homme ne doivent pas être considérés comme une dimension séparée des questions de paix et de sécurité. Ils constituent, au contraire, un instrument essentiel pour prévenir les conflits, s'attaquer à leurs causes profondes, favoriser la réconciliation et consolider la paix sur le long terme.

DES RECOMMANDATIONS POUR PASSER AUX ACTES

Les États membres ont notamment été invités à adopter une approche davantage coordonnée afin de rapprocher les mécanismes consacrés aux droits humains, à la gouvernance, à la paix et à la sécurité, tout en veillant au respect des principes fondamentaux de l'Acte constitutif de l'UA et de la Charte africaine des droits de l'Homme et des peuples.

Les participants ont également appelé à renforcer la coopération entre le CPS et la CADHP à travers la désignation de points de contact, la mise en place d'un mécanisme d'alerte précoce consacré aux droits humains, l'assurance d'un financement durable de la Commission et la facilitation de ses missions sur le terrain.

Au terme de la réunion, l'accent a été mis sur la nécessité de disposer de mécanismes précis de suivi, d'échange d'informations et de coordination afin de transformer les décisions et les engagements en actions concrètes. L'enjeu dépasse ainsi la seule coordination institutionnelle. Pour les participants, mieux intégrer les droits humains dans les politiques de paix et de sécurité doit permettre de renforcer la prévention des conflits, de mieux protéger les civils, de consolider la justice transitionnelle et les mécanismes de reddition de comptes et de renforcer l'État de droit.

À travers cette approche, l'Union africaine cherche à faire des droits humains non plus seulement un principe à défendre, mais un véritable instrument de prévention des conflits et un pilier de la paix et de la stabilité durables sur le continent.

G. Salah Eddine

AFIN DE S'ENQUÉRIR DE L'ÉTAT D'AVANCEMENT DES PROGRAMMES DE DÉVELOPPEMENT LES WALIS POURSUIVENT LEURS SORTIES SUR LE TERRAIN

Les walis de la République continuent, à travers les différentes wilayas du pays, la tenue de réunions de coordination et l'organisation de sorties sur le terrain afin de s'enquérir de l'état d'avancement des programmes de développement pour leur mise en service dans les meilleurs délais, a indiqué hier un communiqué du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports.

Ces sorties s'inscrivent "dans le cadre de la mise en œuvre des instructions du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, visant à consacrer une culture du suivi sur le terrain et à accélérer le rythme de réalisation des projets prioritaires", précise la même source. Ce suivi concerne "les différents programmes et projets pertinents des secteurs de l'habitat, de la santé, de l'éducation, de l'hydraulique, de l'aménagement urbain et des routes", avec un contrôle sur le terrain des "taux d'avancement, une évaluation du rythme des

travaux, l'identification des entraves et la prise des mesures nécessaires à leur levée", ajoute la même source.

Dans ce cadre, les walis de la République ont donné des instructions aux différents intervenants pour « respecter les délais de réalisation, se conformer aux normes de qualité et accélérer le rythme des travaux, afin de permettre la mise en service de ces projets dans les meilleurs délais et d'améliorer la qualité des services publics au profit des citoyens ».

Ces réunions et sorties sur le terrain s'inscrivent dans le cadre de "la concrétisation d'une vision tendant à instaurer une gouvernance de terrain plus efficace, à garantir l'exécution effective des programmes de développement et à renforcer la dynamique du développement local, de manière à répondre aux aspirations des citoyens et à contribuer à l'amélioration de leur cadre de vie à travers les différentes régions du pays", conclut le communiqué. **APS**

M^{me} BOUFEDECHE REÇOIT L'AMBASSADEUR DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE AUPRÈS DE L'ALGÉRIE

La présidente de l'Assemblée populaire nationale (APN), Khalida Boufedech, a reçu, hier à Alger, l'ambassadeur de la République d'Autriche auprès de l'Algérie, Wolfgang Spadinger, indique un communiqué de la chambre basse du Parlement. La rencontre, tenue en présence du vice-président de l'APN, Monder Bouden, a été l'occasion d'"examiner les voies et moyens de renforcer les perspectives de coopération entre les deux pays dans divers domaines, notamment en matière parlementaire, à travers l'installation des groupes d'amitié parlementaires distinctes et l'intensification des échanges de visites et d'expertises, en vue de renforcer les contacts entre les députés et d'exploiter les possibilités de coopération et de coordination entre les deux institutions législatives", précise la même source. A cette occasion, les deux parties ont souligné le rôle de la diplomatie parlementaire dans la promotion des relations bilatérales et le rapprochement entre les deux pays, "à travers l'intensification de la concertation et des échanges de vues ainsi que la coordination des positions et le renforcement du dialogue dans les différents forums parlementaires internationaux, au service des questions d'intérêt commun", conclut le communiqué.

EL NIÑO

LE PHÉNOMÈNE CLIMATIQUE QUI PEUT FAIRE TREMBLER LA PLANÈTE



Né dans les eaux du Pacifique, El Niño peut bouleverser les températures, les pluies, l'agriculture et les écosystèmes à des milliers de kilomètres de son lieu d'origine.

Il commence loin de l'Algérie, de l'Europe et même de l'Afrique. Pourtant, un phénomène qui se produit dans les eaux tropicales de l'océan Pacifique peut avoir des répercussions sur une grande partie du globe. Son nom : El Niño.

À intervalles irréguliers, les eaux de surface du Pacifique équatorial se réchauffent anormalement. Cette modification, qui peut sembler limitée à une région océanique, perturbe l'immense système de circulation de l'atmosphère.

Les conséquences peuvent alors apparaître sous des formes très différentes : pluies diluviennes dans certaines régions, sécheresses dans d'autres, vagues de chaleur, perturbations agricoles, baisse de certaines ressources halieutiques ou encore multiplication de conditions favorables aux incendies.

El Niño n'est donc pas simplement une anomalie de température de la mer. C'est un phénomène capable de modifier temporairement l'organisation du climat mondial.

TOUT COMMENCE DANS LE PACIFIQUE

Pour comprendre El Niño, il faut observer le Pacifique équatorial.

En temps normal, les alizés poussent les eaux chaudes de surface vers l'Ouest, en direction de l'Indonésie et de l'Australie. Dans l'est du Pacifique, au large des côtes de l'Amérique du Sud, des eaux profondes et relativement froides remontent vers la surface. Ces eaux sont particulièrement riches en nutriments et jouent un rôle essentiel dans la productivité des écosystèmes marins.

Mais certaines années, les alizés s'affaiblissent. Une partie des eaux chaudes accumulées dans l'ouest du Pacifique se déplace alors vers le centre et l'est du bassin.

La température de la surface de la mer augmente dans une vaste zone du Pacifique équatorial.

Cette modification de l'océan entraîne à son tour une modification de l'atmosphère. Les zones de pluie se déplacent, les mouvements d'air changent et les grandes cellules de circulation atmosphérique sont perturbées.

Un véritable effet domino climatique se met alors en place.

POURQUOI UN PHÉNOMÈNE RÉGIONAL DEVIENT-IL MONDIAL ?

L'océan et l'atmosphère fonctionnent comme deux éléments d'un même système.

Lorsque la température de l'océan change, elle influence l'atmosphère située au-dessus de lui. L'atmosphère réagit à son tour en modifiant les vents, les précipitations et la circulation de l'air.

Ces perturbations peuvent ensuite se propager à grande distance.

C'est ce mécanisme qui explique

pourquoi un phénomène prenant naissance dans le Pacifique peut influencer les conditions météorologiques observées en Amérique, en Asie, en Afrique ou en Europe. Les conséquences ne sont cependant pas identiques partout.

Dans certaines régions, El Niño augmente le risque de pluies importantes. Dans d'autres, il favorise plutôt des conditions sèches et chaudes. Tout dépend de la saison, de la position géographique et de l'interaction avec d'autres phénomènes atmosphériques et océaniques.

UN PHÉNOMÈNE QUI REVIENT RÉGULIÈREMENT, MAIS JAMAIS DE MANIÈRE IDENTIQUE

El Niño fait partie d'un système plus vaste appelé ENSO, pour « El Niño-Oscillation australe ».

Ce système possède notamment une phase chaude, El Niño, et une phase froide appelée La Niña. Entre les deux, les conditions peuvent être considérées comme neutres. El Niño ne se produit donc pas selon un calendrier parfaitement régulier. Les épisodes apparaissent généralement à quelques années d'intervalle, avec une intensité très variable.

Certains épisodes restent relativement modérés. D'autres deviennent suffisamment puissants pour provoquer d'importantes perturbations à l'échelle mondiale.

DES PLUIES ET DES SÉCHERESSES AUX QUATRE COINS DU MONDE

L'une des principales particularités d'El Niño est de produire des effets opposés selon les régions.

Certaines zones peuvent recevoir beaucoup plus de précipitations que la normale, avec un risque accru d'inondations et de glissements de terrain.

D'autres régions connaissent au contraire une diminution des pluies, parfois accompagnée d'une hausse des températures. Lorsque cette situation se prolonge, les conséquences peuvent devenir lourdes pour les ressources en eau, l'agriculture et les populations.

L'Afrique est particulièrement intéressante à cet égard. Les effets d'El Niño ne sont pas uniformes sur le continent. Certaines régions peuvent connaître d'avantage de chaleur et de sécheresse, tandis que d'autres peuvent recevoir davantage de précipitations.

Il faut donc se méfier des affirmations trop simples selon lesquelles « El Niño provoque la sécheresse en Afrique ». La réalité est beaucoup plus complexe.

L'AGRICULTURE EN PREMIÈRE LIGNE

Les agriculteurs comptent parmi les premiers exposés aux conséquences d'El Niño. Une saison anormalement sèche peut réduire les rendements des céréales

et d'autres cultures. À l'inverse, des précipitations excessives peuvent provoquer des inondations, favoriser certaines maladies des plantes et détruire les récoltes.

Les conséquences peuvent ensuite dépasser le secteur agricole.

Une baisse de la production peut entraîner une hausse des prix alimentaires et fragiliser les populations dont les revenus dépendent directement de l'agriculture. Dans les pays déjà confrontés à des problèmes d'accès à l'eau ou à l'alimentation, un épisode climatique important peut ainsi devenir un véritable problème économique et social.

LES OCÉANS ÉGALEMENT SOUS PRESSION

El Niño ne concerne pas uniquement l'atmosphère et les terres.

Le réchauffement des eaux de surface dans le Pacifique oriental peut perturber les remontées d'eaux profondes riches en nutriments. Or, ces nutriments alimentent une grande partie de la chaîne alimentaire marine.

La pêche peut alors être fortement affectée. Les poissons se déplacent vers des eaux plus favorables, certaines espèces deviennent moins abondantes dans les zones habituellement exploitées et les communautés qui dépendent de la pêche peuvent subir d'importantes pertes économiques.

Le phénomène rappelle ainsi que le climat, les océans et les activités humaines sont étroitement liés.

EL NIÑO FAIT-IL MONTER LA TEMPÉRATURE DE LA PLANÈTE ?

Oui, mais il faut bien comprendre pourquoi. El Niño n'est pas à l'origine du réchauffement climatique actuel. Le réchauffement à long terme de la planète est principalement lié à l'augmentation des concentrations de gaz à effet de serre produites par les activités humaines.

El Niño constitue plutôt une variation naturelle du système climatique.

Lorsqu'un épisode puissant se produit, la chaleur accumulée dans l'océan peut contribuer à augmenter temporairement la température moyenne mondiale.

C'est pourquoi certaines années marquées par un fort El Niño peuvent devenir particulièrement chaudes.

Le phénomène naturel vient alors s'ajouter à une planète qui est déjà beaucoup plus chaude qu'elle ne l'était avant l'ère industrielle.

2026 : UN NOUVEL ÉPISODE PARTICULIÈREMENT SURVEILLÉ

Cette année 2026 est particulièrement importante. Les observations disponibles au mois d'août montrent que El Niño en cours se renforce rapidement. La tempé-

rature de la région centrale et orientale du Pacifique équatorial est nettement supérieure à la normale et les indicateurs océaniques atteignent des niveaux très élevés.

Les prévisions internationales indiquent désormais un risque important de voir se développer un El Niño très fort au cours de l'automne et de l'hiver 2026-2027. Certains modèles envisagent même un épisode exceptionnellement puissant.

Cette situation est suivie de près car un El Niño très intense peut modifier fortement les régimes de précipitations et de températures dans plusieurs régions du monde.

Il ne signifie cependant pas que tous les pays connaîtront automatiquement des conditions extrêmes. Les effets dépendent de la région et de l'interaction avec les autres composantes du système climatique.

EL NIÑO ET CHANGEMENT CLIMATIQUE : ATTENTION À LA CONFUSION

Deux phénomènes doivent absolument être distingués.

El Niño est naturel et temporaire. Le changement climatique est une tendance de long terme largement liée aux activités humaines.

Mais les deux peuvent agir simultanément. Un épisode El Niño particulièrement puissant peut provoquer une hausse temporaire des températures mondiales. Dans le même temps, le réchauffement climatique de fond augmente déjà la température des océans et de l'atmosphère.

Le résultat peut être une période durant laquelle certains records de chaleur sont plus facilement battus.

Cette combinaison explique pourquoi les épisodes El Niño sont aujourd'hui particulièrement surveillés.

LA QUESTION ESSENTIELLE : QUE PEUT-ON PRÉVOIR ?

Les scientifiques observent en permanence la température de l'océan, les vents, la pression atmosphérique et la circulation des eaux dans le Pacifique.

Grâce aux satellites, aux bouées océaniques, aux navires et aux modèles numériques, ils peuvent détecter les premiers signes d'un épisode El Niño et tenter d'en prévoir l'évolution plusieurs mois à l'avance. Ces prévisions sont essentielles.

Elles permettent aux gouvernements, aux agriculteurs, aux gestionnaires de l'eau et aux organisations humanitaires de se préparer à différents scénarios.

Dans un monde où les événements météorologiques extrêmes peuvent avoir des conséquences considérables, prévoir devient une forme de protection.



UN PHÉNOMÈNE À SURVEILLER, PAS À CRAINDRE AVEUGLÉMENT

El Niño montre à quel point le climat terrestre forme un système connecté.

Une modification de quelques degrés dans une partie de l'océan Pacifique peut contribuer à modifier les conditions météorologiques observées à des milliers de kilomètres.

Mais il serait également faux de considérer El Niño comme responsable de tous les événements météorologiques extrêmes.

Une sécheresse, une inondation ou une vague de chaleur possède généralement plusieurs causes. El Niño peut augmenter certaines probabilités ou modifier les conditions générales, mais il agit en interaction avec de nombreux autres facteurs.

C'est précisément pour cette raison que les scientifiques suivent son évolution avec autant d'attention.

À RETENIR

El Niño est un phénomène naturel qui naît dans le Pacifique équatorial. Il résulte d'une interaction entre l'océan et l'atmosphère et peut perturber les régimes de température et de précipitations dans différentes régions du monde. Son influence peut toucher l'agriculture, les ressources en eau, la pêche, les écosystèmes et les populations. Cette année 2026, l'épisode en développement est particulièrement surveillé en raison de sa puissance potentielle.

Mais El Niño ne doit pas être confondu avec le changement climatique : le premier est une oscillation naturelle et temporaire, tandis que le second correspond à une tendance de réchauffement durable.

ALGER 16

Sources : OMM, Banque mondiale, FAO, OMS, IRI et publications scientifiques spécialisées sur El Niño-ENSO et l'Afrique du Nord.

L'ALGÉRIE EST-ELLE CONCERNÉE PAR EL NIÑO ?

UN IMPACT POSSIBLE, MAIS DIFFICILE À PRÉVOIR DIRECTEMENT

L'Algérie est située très loin de la zone où se forme El Niño. Le pays n'est donc pas directement touché par le réchauffement des eaux du Pacifique équatorial. Cependant, cela ne signifie pas que le phénomène est sans intérêt pour l'Algérie. Les perturbations atmosphériques provoquées par El Niño peuvent se propager à travers le système climatique mondial et modifier, dans certaines circonstances, les conditions météorologiques jusque dans le Bassin méditerranéen.

L'Algérie peut donc être concernée indirectement.

Mais une précision est essentielle : il n'existe pas de règle simple permettant de dire qu'un El Niño puissant provoquera automatiquement davantage de sécheresse, de pluie ou de chaleur en Algérie.

Pourquoi la situation de l'Algérie est-elle particulière ?

Le climat algérien dépend de nombreux facteurs. La Méditerranée joue un rôle majeur, tout comme l'Atlantique Nord, les circulations atmosphériques européennes et les systèmes de haute et basse pression qui influencent les déplacements des masses d'air. Le Sahara constitue également un élément déterminant.

Ainsi, même si El Niño peut modifier les grandes circulations atmosphériques, son signal peut être fortement modifié ou masqué par les phénomènes régionaux. C'est pourquoi les prévisionnistes ne peuvent pas simplement regarder l'état du Pacifique et en déduire la météo algérienne des prochains mois.

Quelles conséquences pourraient être observées ?

L'une des principales questions concerne les précipitations.

Si les circulations atmosphériques sont modifiées, le nombre, la trajectoire ou l'intensité de certaines perturbations méditerranéennes peuvent également évoluer. Cela peut avoir des conséquences sur les pluies hivernales, qui jouent un rôle essentiel dans l'alimentation des barrages, des nappes phréatiques et des terres agricoles du nord du pays. Les températures constituent également un point de vigilance.

Dans un contexte de réchauffement climatique déjà marqué en Méditerranée, un épisode El Niño puissant peut contribuer à une hausse supplémentaire des températures mondiales. Mais cela ne signifie pas qu'une canicule donnée en Algérie puisse être attribuée directement à El Niño. La prudence reste de mise. En ce mois d'août 2026, les données internationales montrent que El Niño en cours se renforce fortement et pourrait devenir exceptionnel.

Cependant, les informations disponibles ne permettent pas de conclure qu'El Niño va, à

lui seul, provoquer une sécheresse ou une période particulièrement pluvieuse en Algérie. Les prévisions concernant le pays doivent être établies à partir de l'ensemble des paramètres atmosphériques et océaniques, notamment ceux concernant la Méditerranée et l'Atlantique Nord. C'est d'autant plus important que les études consacrées à l'influence d'ENSO sur l'Afrique montrent que ses effets ne sont ni constants ni identiques d'une année à l'autre. L'état des autres océans peut notamment modifier considérablement la réponse régionale.

L'Algérie doit-elle donc s'inquiéter ?

Pas question de céder à l'alarmisme. Mais la situation mérite d'être surveillée. Pour l'Algérie, le véritable enjeu est de savoir comment un épisode El Niño très puissant peut se combiner avec les autres facteurs qui déterminent le climat méditerranéen. Dans un pays déjà exposé au stress hydrique, aux fortes chaleurs et à une importante variabilité des précipitations, toute évolution durable des températures ou des pluies peut avoir des conséquences importantes sur l'agriculture, les ressources en eau et les forêts.

El Niño n'est donc pas une menace directe pour l'Algérie, mais un phénomène climatique mondial dont les effets indirects doivent être suivis avec attention.

Sources : OMM, BM, FAO, OMS, IRI et Pb. Sc. Sp. El Niño-ENSO et l'Afrique du Nord.



Dessalement, barrages, transferts, réutilisation des eaux usées : depuis 2019, la sécurité hydrique s'est imposée comme un axe stratégique de l'État.

FACE AU STRESS HYDRIQUE, LE PAYS PRÉPARE DÉJÀ L'AVENIR

Le climat méditerranéen et la répétition des épisodes de sécheresse soumettent déjà l'Algérie à une pression croissante sur ses ressources en eau. Si le phénomène El Niño venait à accentuer les vagues de chaleur, les épisodes de sécheresse et l'irrégularité des précipitations dans certaines régions, le pays pourrait faire face à des tensions supplémentaires. Il dispose toutefois aujourd'hui de davantage de moyens et d'infrastructures pour limiter l'impact de ces aléas et mieux sécuriser son approvisionnement en eau.

Depuis l'arrivée au pouvoir du président Abdelmadjid Tebboune, en 2019, la question de l'eau est progressivement devenue une priorité stratégique nationale, avec un accent de plus en plus marqué sur la diversification des sources d'approvisionnement et la réduction de la dépendance aux précipitations. L'observation est simple : dans un pays au climat méditerranéen au nord et aux conditions arides ou semi-arides sur une grande partie de son territoire, il n'est plus possible de compter uniquement sur les précipitations et le remplissage des barrages pour garantir l'approvisionnement en eau. En juin 2026, le ministre de l'Hydraulique a confirmé que l'Algérie avait enregistré des progrès remarquables dans le renforcement de sa sécurité hydrique, notamment grâce à ce programme de dessalement, qui vient compléter l'exploitation optimale des ressources hydriques conventionnelles.

LE DESALEMENT, NOUVELLE ASSURANCE CONTRE LA SÉCHÉRESSE

C'est sans doute l'un des changements les plus significatifs apportés à la politique de l'eau en Algérie depuis 2019. L'objectif est de faire progressivement de la mer une source importante d'eau potable pour les populations du nord du pays, tout en réservant davantage l'eau des barrages et des ressources souterraines à d'autres usages. Ce programme a permis la construction et la mise en exploitation de plusieurs grandes stations de dessalement. À titre d'exemple, l'usine de Cap Djinet 2, à Boumerdès, fonctionne à pleine capacité, avec une production de 300.000 mètres cubes d'eau dessalée par jour. En août 2026, la station de Cap Blanc, à

Oran, a également atteint sa pleine capacité de production, soit 300.000 mètres cubes par jour. Le dispositif comprend également les stations de Fouka 2, Koudiet Eddraouche et Béjaïa, pour lesquelles des projets de raccordement et d'acheminement de l'eau vers les zones de consommation sont actuellement à l'étude. Mais l'Algérie ne compte pas s'arrêter là. En octobre 2025, le Conseil des ministres a approuvé un second programme national de dessalement prévoyant la construction de trois nouvelles grandes stations à Chlef, Mostaganem et Tlemcen, chacune avec une capacité de production prévue de 300.000 mètres cubes par jour. À elles seules, ces trois installations devraient ainsi fournir 900.000 mètres cubes supplémentaires par jour une fois pleinement opérationnelles. Il s'agit d'une démarche résolument proactive. En octobre 2025, le président de la République a émis une directive imposant le transport de l'eau produite par les nouvelles stations vers des zones situées à au moins 250 kilomètres des côtes, afin que les bénéfices du dessalement ne se limitent pas aux villes littorales.

BARRAGES, TRANSFERTS ET EAUX RECYCLÉES : NE PAS DÉPENDRE D'UNE SEULE RESSOURCE

Le dessalement n'est toutefois qu'un volet de cette stratégie. L'Algérie cherche également à renforcer ses infrastructures traditionnelles, notamment son réseau de barrages. En juin 2026, le ministre de l'Hydraulique a indiqué que les plans à long terme reposaient en grande partie sur la construction de cinq nouveaux barrages, afin d'accroître les capacités de stockage et de garantir un approvisionnement en eau plus fiable. Les canaux d'adduction jouent également un rôle essentiel, notamment dans les zones éloignées des sources d'eau et des principaux centres de consommation. Des projets d'infrastructures de grande envergure sont actuellement en cours dans plusieurs wilayas afin de transférer l'eau des zones qui disposent de ressources vers celles qui en ont davantage besoin. Un autre axe important concerne la réutilisation des eaux usées traitées. L'objectif est de ne plus considérer systématiquement l'eau déjà utilisée comme une ressource

définitivement perdue. La stratégie algérienne combine ainsi dessalement, adduction et recyclage de l'eau. La plaine de la Mitidja en constitue un exemple concret : depuis mars 2026, un projet est en cours pour transférer quotidiennement jusqu'à 60.000 mètres cubes d'eaux usées traitées depuis la station d'épuration de Réghaïa vers la vaste zone d'irrigation de l'est de la Mitidja.

UNE STRATÉGIE QUI ENTRE DANS UNE NOUVELLE PHASE

En avril 2026, le Président Tebboune a appelé à l'élaboration d'un nouveau plan de gestion de l'eau visant à moderniser son administration et à garantir une sécurité hydrique durable à long terme. Cette nouvelle phase montre que la politique de l'eau ne se limite plus à répondre aux pénuries ponctuelles. Elle s'oriente désormais vers une gestion plus proactive, reposant sur l'augmentation de la production, la diversification des sources, le transfert de l'eau vers les zones arides, la réutilisation des eaux usées traitées et l'amélioration de la gestion du réseau. Cette approche concerne également les régions désertiques. En février 2026, le Président a ordonné le lancement de la construction de deux stations de dessalement à Tamanrasset et Tindouf, témoignant de la volonté d'étendre la sécurité hydrique au-delà des régions côtières. Face au risque accru d'événements climatiques extrêmes, l'Algérie dispose ainsi d'un système hydrique plus diversifié qu'auparavant. Cela ne signifie évidemment pas que le pays est à l'abri des tensions sur la ressource : des années de sécheresse successives, des hausses brutales de températures et des régimes de précipitations de plus en plus irréguliers peuvent continuer à exercer une forte pression sur les ressources disponibles. Mais la stratégie engagée depuis 2019 vise précisément à réduire cette vulnérabilité. L'enjeu, désormais, n'est donc plus seulement de disposer de suffisamment d'eau lorsque les pluies sont au rendez-vous. Il consiste à construire un système capable de tenir lorsque les conditions climatiques deviennent défavorables.

Abir Menasria

ANNÉE SCOLAIRE 2026-2027

40 000 ÉLÈVES PRIS EN CHARGE DANS LES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SPÉCIALISÉS

Le ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme a indiqué, samedi dernier, que 40.000 élèves seront pris en charge, au cours de l'année scolaire 2026-2027, au sein des établissements d'enseignement spécialisé et des classes spécialisées implantées dans les structures relevant du secteur de l'éducation nationale.

Le secteur dispose actuellement d'un réseau d'enseignement spécialisé comprenant 242 établissements et 30 annexes répartis à travers le territoire national, ainsi que 1.545 classes d'enseignement spécialisé au sein des établissements relevant du ministère de l'Éducation nationale. Ce nombre sera renforcé par plus de 200 classes supplémentaires à l'occasion de la rentrée scolaire 2026-2027, afin d'élargir les capacités d'accueil et de répondre aux besoins croissants des élèves concernés. Le nombre d'élèves qui seront pris en charge durant la prochaine année scolaire est ainsi estimé à 40.000, avec l'accompagnement d'une équipe pédagogique pluridisciplinaire composée de plus de 15.000 personnes. Dans le cadre des préparatifs de la



rentrée, un guide consacré aux procédures et aux modalités de rentrée scolaire a également été élaboré. Il s'articule autour de neuf axes essentiels, portant notamment sur l'organisation et l'amélioration des conditions d'accueil, les dispositifs pédagogiques, les activités sportives, artistiques, culturelles et récréatives, l'intégration en milieu scolaire ordinaire, le soutien scolaire, les infrastructures et équipements pédagogiques, la formation, le système d'information, ainsi que le suivi et l'évaluation.

UN DISPOSITIF RENFORCÉ POUR LES ENFANTS AUTISTES

Afin d'assurer une prise en charge optimale des personnes présentant des

troubles du spectre de l'autisme, et conformément aux directives du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, l'Algérie a inauguré, pour la première fois, le Centre national de l'autisme dans la wilaya d'Alger. Ce dispositif a également été renforcé par la mise en place de quatre centres spécialisés dédiés à la prise en charge des personnes autistes dans les wilayas d'Oran, Béchar, Tébessa et Tipasa. Dans le souci de favoriser une intervention précoce et une meilleure scolarisation des enfants concernés, des instructions ont été données aux directeurs de l'action sociale et de la solidarité au niveau des wilayas pour lancer une campagne nationale de diagnostic et de dépistage précoce des

signes des troubles du spectre de l'autisme chez l'enfant. Cette campagne doit notamment permettre d'identifier les enfants en âge d'être scolarisés et de les orienter vers les commissions médicales compétentes afin de déterminer la nature et le degré de leur handicap, puis de mettre en place un accompagnement adapté à leurs capacités et à leurs besoins. Par ailleurs, les crédits consacrés à l'acquisition de matériel technique et pédagogique au profit des personnes ayant des besoins spécifiques s'élèvent à 195.700.171 dinars, auxquels s'ajoute une enveloppe de 100 millions de dinars destinée à l'acquisition de matériel technique et pédagogique en faveur des enfants malvoyants scolarisés dans des établissements spécialisés. À l'approche de chaque rentrée scolaire, l'État, à travers les différents secteurs concernés, notamment le ministère de la Solidarité nationale, met ainsi en place des plans et des programmes actualisés afin de répondre aux besoins des élèves, particulièrement ceux présentant des besoins spécifiques ou des troubles du spectre de l'autisme. Ces dispositifs visent à leur garantir un accompagnement pédagogique et social adapté, à favoriser leur intégration dans le milieu scolaire et à prévenir les situations de marginalisation dans une démarche fondée sur l'égalité des chances et la protection des droits de tous les élèves.

Abir Menasria

DESTINÉ AUX JEUNES DES WILAYAS FRONTALIÈRES

CINQ PROJETS D'ENTREPRENEURIAT LAURÉATS AU CAMP D'ÉTÉ NATIONAL

Les activités du camp d'été national de l'entrepreneuriat, destinés à 250 jeunes issus des wilayas frontalières et organisés par le ministère de la Jeunesse, en coordination avec le ministère de l'Économie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, ont pris fin samedi soir à Alger avec la désignation des lauréats.

La cérémonie de clôture de ce camp organisé du 18 au 22 août, au pôle universitaire de Sidi Abdellah, a été marquée par l'annonce des cinq meilleurs projets présentés durant le camp et ayant été choisis pour bénéficier d'un accompagnement en vue de leur concrétisation sous forme de micro-entreprises. Il s'agit du projet "Tarchidi", visant à rationaliser et à assurer le suivi en temps réel de la consommation énergétique, de la wilaya d'Ouargla, du projet "Avonix", dédié à l'utilisation de bactéries naturelles dans les produits cosmétiques, de la wilaya de Naâma, du projet "Compost", afin de promouvoir l'utilisation des engrais organiques, de la wilaya d'El Oued, du projet "KidsBuy", destiné à rationaliser et à assurer un contrôle parental des dépenses des enfants, de la wilaya de Tébessa, ainsi que du projet "Soufibre Soap", dédié à la production de savon biologique sous forme de feuilles de papier, de

la wilaya d'El Tarf. Dans une déclaration à l'APS, le ministre de la Jeunesse, chargé du Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ), Mustapha Hidaoui, a souligné que "ce camp tend à intégrer les jeunes dans la dynamique économique et de développement afin de relever les défis géopolitiques", insistant sur "la poursuite de l'accompagnement des projets lauréats et de l'ensemble des jeunes adhérents aux clubs d'entrepreneuriat". A cette occasion, M. Hidaoui a annoncé la préparation d'un camp international qui sera accueilli par la wilaya de Tamanrasset, réunissant des jeunes des pays du Sahel en vue d'exploiter les opportunités économiques et de développer le commerce de transit dans le Grand Sud. De son côté, le représentant de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (NESDA), Nabil Tahar Chaouche, a indiqué que le camp avait été l'occasion de mettre en avant les « success stories » des micro-entreprises à travers l'organisation ponctuelle d'expositions et d'ateliers, de visites de terrain et de séances de dialogue et d'échange. La manifestation s'est soldée par la sélection de cinq projets pour bénéficier d'un accompagnement futur. Les porteurs de projets retenus ont unanimement souligné l'importance de ce camps pour les accompagner à

transformer leurs idées et leurs projets, en phase d'étude et de conception, en projets entrepreneuriaux réalisables sur le terrain, grâce aux formations, à l'encadrement et à l'acquisition d'expertises juridiques et commerciales, tout en découvrant les mécanismes de financement, de soutien et d'accompagnement proposés par NESDA. Placé sous le slogan "Découvre, vis, innove et entreprends", ce rendez-vous intervient en application des orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, faisant de la jeunesse "un axe du développement et son principal levier", sous la supervision des organismes ministériels, dont NESDA, avec la contribution du CSJ, dans le cadre d'un programme riche alliant formation, encadrement et échange d'expertises.

Le communiqué final du camp a mis en avant l'importance de généraliser les clubs d'entrepreneuriat au niveau des établissements de jeunesse, de poursuivre le soutien aux programmes destinés aux jeunes des wilayas frontalières, de renforcer le lien entre les acteurs dans le domaine et de faciliter l'accès au financement et à l'accompagnement.

APS

LA CAMPAGNE NATIONALE DE PRÉVENTION DES ACCIDENTS DE LA CIRCULATION DURANT LA SAISON ESTIVALE SE POURSUIT

La campagne nationale de prévention des accidents de la circulation durant la saison estivale 2026 se poursuit à travers l'intensification des opérations de sensibilisation menées par les différents intervenants, afin d'ancrer la culture de la sécurité routière, a indiqué samedi dernier un communiqué du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports. "Conformément aux instructions du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, visant à renforcer la prévention des accidents de la circulation et à intensifier les opérations de

sensibilisation et d'information aux règles de sécurité routière, les efforts soutenus se poursuivent dans le cadre de la campagne nationale de prévention des accidents de la circulation durant la saison estivale 2026", précise le communiqué. Cette campagne se poursuit à travers l'ensemble des wilayas du pays, avec la participation de la Délégation nationale à la sécurité routière, des services de la Sûreté nationale, de la Gendarmerie nationale et de la Protection civile, ainsi que des différents services et organismes concernés, à travers l'intensification des opérations préventives et de

sensibilisation et le renforcement de la présence sur le terrain pour accompagner les usagers de la route, ajoute la même source. Ces efforts incluent des opérations de sensibilisation et de prévention sur le terrain, destinées aux conducteurs, aux familles, aux estivants et aux enfants, au niveau des différents points et axes à grande circulation, ainsi que dans les plages et les espaces publics, afin de rappeler l'importance du strict respect du code de la route et d'éviter les comportements dangereux au volant. Les interventions de sensibilisation à la radio et à la télévision se poursuivent

également pour faire connaître les dispositions du nouveau code de la route et rappeler les règles de sécurité routière, contribuant ainsi à renforcer la sensibilisation des usagers de la route et à encourager l'adoption d'un comportement routier responsable, selon le communiqué. Le ministère a rappelé que cette mobilisation nationale traduit la conjugaison des efforts des différents intervenants et le renforcement de l'action commune sur le terrain et dans les médias, en vue de "promouvoir la culture de la sécurité routière et réduire les accidents de la circulation".

INDUSTRIE AUTOMOBILE EN ALGÉRIE

TIRSAM CONFIRME SES AMBITIONS DANS LE POIDS LOURD

En visite à Batna à la tête d'une importante délégation, le patron de Sinotruk, M. Liu Zhengtao, a estimé que l'usine Tirsam est appelée à devenir «l'une des plus importantes installations du Groupe hors de Chine». Une ambition qui intervient alors que le site algérien vient de franchir le cap des 3.000 poids lourds produits et s'apprête à renforcer davantage ses capacités industrielles.

La visite du P-DG de Sinotruk intervient à un moment clé pour Tirsam, qui cherche désormais à passer à une nouvelle étape dans le développement de son outil de production en Algérie.

Selon un communiqué publié par Tirsam sur son site, Liu Zhengtao a salué «les capacités du partenaire algérien» et souligné «l'importance de cette collaboration pour fournir des produits et services de haute qualité, en répondant aux exigences du marché algérien», tout en affirmant que «le meilleur reste à venir».

Au-delà du caractère symbolique de cette visite, le calendrier n'est pas anodin. Elle coïncide avec deux avancées majeures pour le site de Batna : la sortie du 3.000e poids lourd des chaînes de production de Tirsam et le lancement d'un projet visant à installer une nouvelle ligne de soudage dédiée aux poids lourds.

Le franchissement du cap des 3.000 véhicules constitue un premier indicateur de la montée en puissance du projet industriel. Mais pour Tirsam, l'enjeu ne se limite déjà plus au volume produit. La nouvelle ligne de soudage doit permettre de renforcer les capacités techniques et industrielles du site et d'élargir progressivement le champ de la fabrication locale.

«Cette initiative constitue une étape importante pour le développement de l'écosystème manufacturier, le renforcement des capacités techniques et industrielles, ainsi que pour la promotion du transfert de technologie et de savoir-faire», affirme le communiqué



de Tirsam. L'entreprise inscrit cette évolution dans le cadre du programme du président de la République visant «à augmenter le taux d'intégration nationale et à développer la sous-traitance locale». Cette orientation est particulièrement importante pour un secteur où l'enjeu ne consiste plus uniquement à assembler des véhicules importés, mais à créer autour des constructeurs un tissu industriel capable de produire davantage de composants et de mobiliser les entreprises algériennes.

DE L'ASSEMBLAGE À UNE BASE INDUSTRIELLE

Pour Samir Maïlla, premier responsable de Tirsam, les dernières avancées dépassent largement la simple progression des chiffres de production. «Elles reflètent une vision industrielle globale fondée sur l'investissement, le transfert de technologie, le développement des compétences, le renforcement de l'intégration locale et l'élévation des normes de fabrication nationales» a-t-il assuré.

Cette évolution marque une ambition plus large pour le site de Batna : faire progressivement de l'usine un véritable pôle industriel, capable de s'appuyer sur des compétences locales et de générer davantage de valeur ajoutée sur le territoire national. C'est également l'un des enjeux majeurs du partenariat avec

Sinotruk. Pour Tirsam, cette coopération doit permettre d'importer non seulement des véhicules et des équipements, mais aussi des technologies, des méthodes de production et un savoir-faire industriel susceptibles d'être progressivement intégrés dans l'écosystème algérien. Le partenariat sino-algérien pourrait également prendre une dimension régionale.

Samir Maïlla affirme que «ce partenariat marque une nouvelle étape dans le renforcement de la présence des marques Sinotruk et Tirsam sur le marché algérien et dans la satisfaction des besoins des secteurs du transport et de la logistique, tout en visant à étendre les activités vers le marché régional et à stimuler les exportations».

Cette perspective change sensiblement l'échelle du projet. L'objectif ne serait plus seulement de répondre à la demande algérienne en poids lourds, mais de faire de l'Algérie une possible plateforme de production et de distribution vers les marchés voisins.

Le communiqué de Tirsam présente ainsi le partenariat avec Sinotruk comme un levier permettant de transformer progressivement une coopération industrielle en une base de production durable. Il témoignerait, selon le document, «de la progression constante de Tirsam vers la mise en place d'une base industrielle avancée et durable,

transformant les partenariats internationaux en projets concrets et ces projets en une véritable valeur ajoutée pour l'économie nationale».

Reste désormais à voir jusqu'où ira cette montée en puissance. Le cap des 3.000 poids lourds constitue un premier jalon. La nouvelle ligne de soudage en sera un autre. Mais la véritable étape décisive sera la capacité du site de Batna à augmenter durablement son intégration locale, à développer un réseau de sous-traitants algériens et, surtout, à transformer les ambitions affichées par Sinotruk en une production capable de rayonner au-delà du marché national.

Il convient de rappeler que la présence de Sinotruk en Algérie ne date pas d'hier. Le 24 avril 2024, le P-DG du groupe chinois s'était déjà rendu en Algérie à la tête d'une importante délégation, à l'occasion du retour de la marque sur le marché national avec le lancement de sa gamme de camions Howo, en partenariat avec Soframimex, filiale du groupe Ammour à l'époque.

Cette dernière avait obtenu, en 2023, un agrément pour l'importation de 2.500 camions, avec l'ambition d'atteindre 5.000 unités en 2025.

Mais les ambitions affichées par le constructeur chinois dépassaient alors la seule importation et commercialisation de véhicules. Li Wei, qui dirigeait Sinotruk à l'époque, avait évoqué la maturation d'un projet d'usine à Biskra avec, à terme, une capacité destinée notamment à alimenter les marchés voisins, avec un objectif annoncé pouvant atteindre 10.000 camions exportés.

Depuis, le paysage a évolué et le partenariat industriel autour de Sinotruk semble avoir pris une nouvelle direction avec Tirsam. Le groupe chinois dispose, par ailleurs, d'un portefeuille de marques comprenant notamment HOWO, Sitrak et Yellow River (Huanghe), ainsi que Hohan et Homan sur le segment des camions légers.

Reste cependant une inconnue : Sinotruk n'a, à ce stade, pas clairement détaillé ses nouvelles ambitions industrielles en Algérie ni précisé si le projet précédemment évoqué à Biskra est toujours d'actualité ou s'il a été remplacé par la montée en puissance du site de Tirsam à Batna.

G. Salah Eddine

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

REMISE EN SERVICE DES LIGNES DE PRODUCTION DE L'EX-HUP PHARMA À CONSTANTINE

Dans le cadre du renforcement des capacités de production nationales et de la sécurisation de l'approvisionnement du marché en médicaments essentiels, le groupe public Saïdal a entamé la réactivation progressive des lignes de production de l'ex-entreprise HUP Pharma, située à Constantine, a indiqué le ministère de l'Industrie pharmaceutique. Conformément aux orientations du ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ouacim Kouidri, le directeur général du groupe Saïdal, Younes Bouarara, a présidé, jeudi dernier, la reprise progressive des activités de production sur le site de Constantine, désormais opérationnel en vertu des décrets 24/0049 et 24/0014.

Cette relance s'inscrit dans une démarche progressive et planifiée, destinée à optimiser l'exploitation des capacités et des ressources disponibles sur le site, tout en tenant compte des exigences techniques, des besoins en ressources humaines et de l'évolution de la demande sur le marché national.

L'objectif principal est de contribuer à garantir la continuité de l'approvisionnement en médicaments essentiels et à renforcer la disponibilité des produits

nécessaires au fonctionnement du système de santé. La reprise des activités sera organisée selon des priorités définies en fonction des besoins du marché national, avec une attention particulière accordée aux médicaments essentiels destinés aux patients. Cette programmation doit permettre d'améliorer progressivement la disponibilité de ces produits et de réduire les risques de rupture d'approvisionnement, en renforçant les capacités de production nationales. Parallèlement à la relance des lignes et au développement des opérations de production, la réintégration des travailleurs et des employés du site s'effectuera progressivement, en fonction des besoins de chaque phase.

Cette démarche permettra également de valoriser l'expérience et les compétences accumulées par les équipes ayant auparavant travaillé dans le secteur pharmaceutique et de préserver un savoir-faire industriel considéré comme stratégique pour la filière nationale.

Dans le cadre des travaux et de la réorganisation des opérations, il a également été décidé de transférer vers l'ancien site HUP Pharma de Constantine la

production de certains médicaments auparavant fabriqués sur le site Saïdal de Médéa.

Ce transfert doit permettre de maintenir les niveaux de production et de préserver la disponibilité de ces produits sur le marché national pendant la période de réorganisation des activités industrielles. Selon le ministère de l'Industrie pharmaceutique, la relance du site de Constantine traduit ainsi la volonté du groupe Saïdal de renforcer ses capacités de production, de réactiver ses infrastructures industrielles et de valoriser ses ressources humaines et son expertise nationale.

Au-delà de la remise en activité d'une unité, l'opération s'inscrit dans une démarche plus large de consolidation du tissu pharmaceutique national. Elle vise à préserver les compétences spécialisées, à optimiser les capacités industrielles existantes et à renforcer la production locale de médicaments.

À terme, cette dynamique doit contribuer à sécuriser davantage l'approvisionnement du marché national et à répondre de manière plus régulière aux besoins du système de santé et de la population.

Abir Menasria

FORUM D'AFFAIRES ALGÉRO-SLOVÈNE

ACCÉLÉRER LES PARTENARIATS DANS L'AGRICULTURE ET L'INNOVATION

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a coprésidé, samedi dernier, en Slovaquie, avec le ministre slovaque de l'Agriculture, Janez Cigler Kralj, l'ouverture officielle du Forum d'affaires algéro-slovaque, organisé en marge du Salon international AGRA 2026. L'Algérie, invitée d'honneur de ce rendez-vous, entend profiter de cette présence pour approfondir les partenariats avec les entreprises et les institutions slovaques, notamment dans les domaines de l'agriculture, de l'innovation et de la recherche scientifique.

L'ouverture du forum s'est déroulée en présence de l'ambassadeur d'Algérie en Slovaquie, du vice-président du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), ainsi que de plusieurs opérateurs économiques algériens. La rencontre, organisée dans la ville de Gornja Radgona, intervient dans le cadre de la participation de l'Algérie au Salon international AGRA 2026, l'un des principaux rendez-vous consacrés à l'agriculture, à l'agroalimentaire et aux technologies liées au secteur. Dans son allocution, Kamel Baddari a mis en avant "les énormes capacités et moyens matériels et humains mobilisés par l'Algérie pour soutenir l'innovation et développer l'agriculture", tout en soulignant "la disponibilité des entreprises algériennes à accompagner les mégaprojets et à offrir un environnement propice aux partenariats fructueux". Le ministre a également appelé à donner une



traduction concrète à cette dynamique sur le terrain, en plaidant pour "accélérer la création du Conseil d'affaires conjoint en tant que principal catalyseur pour la concrétisation des projets stratégiques sur le terrain". Cette structure devrait notamment contribuer à rapprocher les opérateurs économiques des deux pays, à identifier les opportunités d'investissement et à faciliter l'émergence de projets communs dans des secteurs présentant un potentiel de croissance. De son côté, le ministre slovaque de l'Agriculture a mis en avant "l'importance du partenariat stratégique avec l'Algérie", tout en saluant "le niveau de coopération sérieuse et les perspectives prometteuses entre les deux pays". Il a également réaffirmé "la volonté de son pays de renforcer les relations économiques et scientifiques et d'élargir les domaines d'échange".

**L'IA AU SERVICE
DE L'AGRICULTURE**
Les échanges du forum ont porté

sur plusieurs axes de coopération, avec une place importante accordée aux nouvelles technologies et à leur application dans le secteur agricole. Les participants ont, entre autres, insisté sur "l'intégration des technologies de l'intelligence artificielle dans des solutions innovantes au service du secteur agricole, le transfert de technologies et le développement de la mécanisation moderne, afin d'accroître la production et de moderniser les chaînes de produits agricoles, ainsi que la mise à profit des expertises et technologies présentées au Salon international de l'agriculture et de l'alimentation (AGRA) en Slovaquie, en tant que plateforme de développement des partenariats et de transfert de connaissances dans les domaines de l'agriculture de précision et des industries agroalimentaires", selon le communiqué. Cette orientation traduit une volonté de dépasser une coopération fondée uniquement sur les échanges commerciaux pour aller vers des partenariats technologiques, notamment autour

de l'agriculture de précision, de l'automatisation et de l'optimisation des chaînes de production.

LANCER DES PROJETS COMMUNS

La coopération envisagée ne se limite pas aux technologies agricoles. Le volet environnemental et scientifique occupe également une place importante dans les discussions. Dans cette perspective, les participants ont souligné "l'importance de lancer des projets communs de recherche et de développement pour la protection des forêts et l'exploitation durable de leurs ressources, en sus de la valorisation des

potentialités algériennes et de l'importante richesse en ressources naturelles, infrastructures et compétences universitaires, en vue d'attirer les investissements et de développer des solutions en matière de sécurité alimentaire". Autre axe central du forum : la création de passerelles plus solides entre le monde académique et les acteurs économiques. La rencontre a mis en avant la volonté des deux pays "d'établir un partenariat fiable associant l'université, les organismes de recherche et les opérateurs économiques, afin de transformer les résultats de la recherche en projets de développement concrets", conclut le communiqué. À travers sa participation comme invitée d'honneur à AGRA 2026, l'Algérie cherche ainsi à utiliser cette vitrine internationale pour rapprocher ses entreprises, ses chercheurs et ses institutions des acteurs slovaques, avec l'ambition de faire émerger des partenariats durables dans l'agriculture, l'agroalimentaire, la technologie et la recherche.

G. Salah Eddine

8 STATIONS DE RELEVAGE DES EAUX PLUVIALES PROCHAINEMENT RÉCEPTIONNÉES À ANNABA

Pas moins de 8 stations de relevage (équipement de pompage des eaux de pluie ne pouvant s'écouler naturellement par gravité), actuellement en travaux de réhabilitation, seront prochainement réceptionnées dans la commune d'El Bouni (Annaba), a-t-on indiqué, hier, à la Direction de l'hydraulique.

M. Mounir Saâdi, cadre au sein de cette direction, a précisé que les travaux de réhabilitation et de renouvellement des équipements de ces 8 stations ont atteint un taux de 75%, soulignant que les chantiers du projet avancent à un "rythme soutenu" qui permet d'envisager leur

réception dans les délais impartis. Les stations en question sont réparties dans plusieurs cités de la commune d'El Bouni, notamment El Bouni I et II, Boukhadra, Allelick, 400-Logements de Sidi Salem et Gharbi Aïssa.

L'opération comprend, selon la même source, la réhabilitation et la rénovation des équipements de ces installations afin d'améliorer leur performance et d'augmenter leur capacité d'évacuation des eaux pluviales, notamment lors des périodes de forts prélèvements. M. Saâdi a affirmé que ces stations de relevage revêtent une importance capitale

dans le système d'assainissement et d'évacuation des eaux pluviales de la commune d'El Bouni, car elles permettent de drainer les eaux accumulées et de les acheminer vers les réseaux d'évacuation, impliquant ainsi les risques de formation de flaques et de poches d'eau lors des perturbations météorologiques. La mise en service de ces stations permettra de renforcer le réseau d'assainissement de la commune d'El Bouni et de protéger les zones d'habitation et les infrastructures en cas de pluies torrentielles, conclut-on de même source.

APS

7^e ÉDITION DU FESTIVAL DU BURNOUS D'AÏT HIDJA

LE PATRIMOINE TRADITIONNEL À L'HONNEUR

La septième édition du Festival du burnous, organisée dans le village d'Aït Hidja, dans la commune d'Assi Youcef, au sud-ouest de Tizi-Ouzou, a débuté samedi dernier avec la participation de 123 exposants venus de cinq wilayas et représentant différents métiers de l'artisanat traditionnel.

Placée sous le patronage du Haut-Commissariat à l'amazighité (HCA) et organisée par l'association Amloulina, cette manifestation se poursuit jusqu'au 25 août. La cérémonie d'ouverture a également été marquée par un hommage au défunt chanteur Halli Ali, originaire de la région et auteur de la célèbre chanson *Idjayid jeddi avamus* (j'ai hérité du burnous de mon grand-père). Durant quatre jours, le burnous, l'artisanat traditionnel, le patrimoine local et l'environnement sont mis à l'honneur à travers une « exposition d'artisans, des conférences, des concours, des activités interactives et des animations culturelles et artistiques en soirée ». Le programme prévoit notamment des démonstrations consacrées aux différentes étapes de transformation de la laine et de confection du burnous, ainsi que des conférences consacrées à l'histoire et aux origines de cette tenue traditionnelle et aux rites et traditions liés au travail de la laine. L'écotourisme occupe également une place

importante dans cette édition, avec une excursion à la station climatique de Tala Ghilaf et une conférence intitulée « Le parc national de Djurdjura et le développement durable ». Le commissaire du festival, Salem Amran, a souligné que le burnous de la région se distingue par ses caractéristiques propres, notamment ses décorations et motifs en soie, ainsi que par des techniques de tissage complexes et originales. Dans ce cadre, il a estimé que l'organisation de ce festival contribue à la préservation de cet artisanat traditionnel, notamment à travers la mise en place de formations destinées aux tisserands. Au-delà de la célébration du burnous, cette manifestation constitue un espace de valorisation des savoir-faire ancestraux et de transmission du patrimoine culturel aux nouvelles générations. L'Algérie dispose d'un riche patrimoine de traditions et de savoir-faire artisanaux, notamment à travers la diversité de ses vêtements traditionnels masculins et féminins.

Abir Menasria



LA TROUPE «ANSAR EL HABIB» DE SÉTIF JOURNÉES NATIONALES DE L'INCHAD ALGÉRIEN DANS UNE AMBIANCE TOUT EN SPIRITUALITÉ

La troupe «Ansar El Habib» de l'association culturelle Gardénia de Sétif a créé, samedi soir, une ambiance tout en spiritualité en interprétant des madih religieux en ouverture des Journées nationales de l'inchad algérien qui se déroulent sur la grande place du parc d'attractions de Sétif à l'occasion de la célébration du Mawlid Ennabaoui. Cette troupe, composée de jeunes artistes, a entamé son tour de chant en interprétant, dans une ambiance recueillie, un morceau de bienvenue intitulé *Ahlan Bikoum*, suivi de plusieurs chants à la gloire du Prophète (QSSSL), parmi lesquels *Woulida Es-Sadek El-Amin*, qui ont suscité l'admiration du public. L'assistance, fort nombreuse, n'a d'ailleurs pas hésité à reprendre en chœur les paroles de ce madih, conférant une ambiance joyeuse à la soirée. La troupe a donné libre cours à son talent et à sa créativité, quarante minutes durant, en interprétant plusieurs chants dédiés au Prophète (QSSSL), le tout au cœur d'un décor remarquable qui n'a pas manqué de créer une atmosphère magique. De son côté, le mounchid Abdelhamid Benserradj, venu de la wilaya de M'Sila, a



présenté un répertoire varié de chants et de madih religieux inspirés de la poésie melhoun. Cette manifestation culturelle et artistique, organisée à l'initiative de l'Office de la culture et du tourisme de la commune de Sétif, inaugurée en présence de représentants de la Direction de la culture et des arts et de l'Assemblée populaire communale, "permettra au public sétifien de découvrir des talents en devenir", a souligné à l'APS le président de cet Office, Khaled Mehennaoui. Ce dernier a ajouté que cette manifestation culturelle "représente un rendez-vous culturel et spirituel unique", grâce à un riche programme artistique riche comprenant des soirées entièrement vouées aux louanges au Prophète (QSSSL), donnant ainsi un éclat particulier à la célébration du Mawlid Ennabaoui. Il convient de noter que cet événement, qui se poursuivra durant quatre soirées (du 22 au 25 août), verra la participation de nombreuses troupes algériennes d'inchad et de madih religieux, à l'instar du groupe culturel El Tourath de Sétif et des mounchidine Abderrahmane Bouhbila de Constantine et Nadjib Ayache de M'Sila.

SIDI-BEL-ABBÈS ACTIVITÉ CULTURELLE ET ÉDUCATIVE DESTINÉE AUX JEUNES

La bibliothèque principale de lecture publique Mohamed-El Kabbati de Sidi Bel-Abbès a ouvert une activité culturelle et éducative destinée aux jeunes intitulée "Il était une fois", initiée par l'Agence algérienne pour le rayonnement culturel (AARC) à l'occasion de la célébration de la Journée nationale du moudjahid, commémorant l'offensive du Nord-Constantinois et la tenue du Congrès de la Soummam (20 Août 1955-1956), a-t-on informé, samedi dernier, auprès de la direction de l'établissement.

La directrice de la bibliothèque, Warda Hakimi, a précisé que cette manifestation, organisée vendredi dernier en coordination avec la Direction de la culture et des arts, a été marquée par des spectacles de contes interactifs animés par plusieurs conteurs (hakawati). Ces derniers ont utilisé des techniques narratives simplifiées et captivantes, afin de stimuler l'imagination des enfants, d'inculquer les valeurs de la mémoire nationale et de faire découvrir le patrimoine immatériel dans un cadre récréatif et éducatif.

Cet événement a offert aux enfants présents l'opportunité d'interagir directement avec les conteurs et de découvrir les hauts faits et l'héroïsme des figures historiques ayant façonné la gloire de l'Algérie dans une ambiance alliant apprentissage et divertissement.

Le même responsable a souligné que "cette initiative s'inscrit dans le cadre des démarches visant à faire des espaces de lecture publique des passerelles vivantes reliant les générations montantes à leur patrimoine historique et civilisationnel".

Mme Hakimi a ajouté : "A travers l'art du conte, nous aspirons à transmettre la mémoire nationale et les valeurs du patrimoine oral aux enfants, selon des approches créatives modernes qui touchent leur sensibilité, tout en consacrant le rôle de la bibliothèque en tant qu'espace ouvert au rayonnement culturel et éducatif, prolongeant le cadre de la lecture traditionnelle."

La manifestation a pris fin au milieu d'un engouement remarquable des enfants et de leurs parents, qui ont salué l'organisation de telles initiatives contribuant à renforcer l'identité nationale et à ancrer le patrimoine populaire chez les jeunes générations. APS

www.alger16.dz
Alger16 le quotidien

ALGER16
LE QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC

SPORTS
SANTÉ
RÉGIONS
CULTURE
PUBLICITÉ

SCAN ME

ALGER16
LE QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC

CHAM 2023
**QUE LA FÊTE SOIT BELLE,
QUE LA FÊTE COMMENCE !**

ALGER16
LE QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE
A INAUGURÉ L'HÔPITAL
SPÉCIALISÉ MÈRE
ET ENFANT DE L'ARMÉE

**LA VOIE EMPRUNTÉE
PAR NOS HÉROS
VERS LA VICTOIRE**

ALGER16
LE QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC

DEMAIN À L'ANP
**LA FIERTÉ
DE L'ALGÉRIE**

ALGER16
LE QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC

DES RÉPONSES
ATTENDUES
AVANT FIN JUILLET

ALGER16
LE QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC

« LA PAIX
PAR LE
RESPECT
MUTUEL »

ALGER16
LE QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC

LES ALGÉRIENS ÉTAIENT
AU RENDEZ-VOUS

ALGER16
LE QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC

« C'EST LA RENTRÉE ! »
L'ALGÉRIE FAIT TREMBLER LE CONSEIL DE SÉCURITÉ
EN DÉNONÇANT UN GÉNOCIDE

**« PARDONNE-NOUS,
GHAZA »**

TOUJOURS PRÉSENT POUR VOUS

LA VOLKSWAGEN COCCINELLE

LA VOITURE *DU PEUPLE*

En 1938, l'ingénieur Ferdinand Porsche conçoit une voiture simple, robuste et abordable pour le peuple allemand : la Volkswagen Type 1, plus connue sous le nom de Coccinelle. Avec sa forme ronde et reconnaissable, la Coccinelle devient un symbole mondial.

Elle est produite pendant des décennies, avec plus de 21,5 millions d'unités fabriquées, ce qui en fait l'une des voitures les plus vendues de l'histoire. Elle traverse les époques, devient un symbole de la contre-culture des années 1960, et apparaît même dans des films comme « Herbie », où une Coccinelle blanche et intelligente devient une vraie star du cinéma.

UNE AMBITION POLITIQUE : LA « VOITURE DU PEUPLE »

Dès que le Troisième Reich se met en place, vitesse et puissance apparaissent en filigrane du discours que propagent les idéologues du régime. La voiture exerce forcément un pouvoir de fascination dans une Allemagne ruinée et humiliée. Du coup, l'automobile devient un outil de propagande pour le régime nazi. Dès son arrivée au pouvoir, Hitler annonce qu'il fera de la démocratisation de la voiture l'un des fers de lance de sa politique. La politique du régime inclut la création d'une « voiture pour le peuple », « Volkswagen » dans le texte. Dans cette perspective, dès 1933, Hitler commissionne Ferdinand Porsche. Âgé de 58 ans, l'ingénieur autrichien bénéficie alors d'une enviable réputation acquise notamment à la direction technique de

Mercedes-Benz qu'il a occupée cinq ans. Cet homme austère et introverti dirige un bureau d'études indépendant à Stuttgart, depuis janvier 1931.

LA NAISSANCE DE LA KDF-WAGEN

En juin 1934, Ferdinand Porsche est officiellement commissionné par le gouvernement nazi pour étudier cette

voiture accessible au plus grand nombre. Les premiers prototypes sont achevés en octobre 1936. Un plan industriel et social est mis en place : la voiture populaire sera réalisée par le « Front allemand du travail » tandis que sa commercialisation sera confiée à un organisme affilié, chargé des loisirs, baptisé « la Force par la Joie » (Kraft durch Freude). Lors de son lancement, c'est sous cette marque – KdF – que la Volkswagen se fait connaître à travers les annonces publicitaires.

L'INAUGURATION DE WOLFSBURG

La pose de la première pierre de l'usine a lieu le 26 mai 1938, à Wolfsburg, dans une morne plaine de la Basse-Saxe. Oriflammes, croix gammées, défilés, fanfares et discours frénétiques officialisent l'événement. Le chancelier jubile au volant d'un cabriolet devant le regard de clown triste du professeur Porsche. Il éructe un discours tonitruant devant une foule nombreuse et conquise. Seules quelques centaines d'unités sont réalisées avant que l'usine ne se recentre sur les versions militaires. La production en série de la « voiture du peuple » commence à l'été 1940 dans l'usine géante construite à Wolfsburg par le régime nazi.

LA RENAISSANCE APRÈS LA GUERRE

Pendant la Seconde Guerre mondiale, l'usine Volkswagen a été réquisitionnée par les forces armées allemandes pour produire des véhicules militaires. La production de la Coccinelle a été interrompue temporairement, mais cette pause forcée n'a fait que renforcer sa popularité en tant que voiture civile une fois la guerre terminée. Après les années sombres de la Seconde Guerre mondiale, l'usine Volkswagen est reprise par les britanniques pour contribuer à relancer l'économie allemande. C'est ainsi que la production en série de la Volkswagen Coccinelle débute en 1945. Une première Volkswagen sort de l'usine le 27 décembre 1945. La renaissance du projet Coccinelle est le miracle allemand de l'après-guerre, opéré par le major Yvan Hirst (force d'occupation anglaise), sur les bases du travail de Ferdinand Porsche, qui en dessina les plans en 1934. Après avoir joué un rôle majeur dans la reconstruction de l'Allemagne, la Coccinelle, aussi appelée Beetle, débarque timidement en Amérique.

UN SUCCÈS MONDIAL

La Coccinelle était un véritable chef-d'œuvre en termes d'innovation et d'économies : elle était à la fois



compacte, pratique et peu onéreuse à l'achat et à l'entretien. Son extérieur incurvé lui conférait non seulement une esthétique révolutionnaire, mais était également plus aérodynamique. En 1938, année de sa présentation, elle connaît un engouement immédiat. Imaginée par un ingénieur autrichien, un certain Ferdinand Porsche, elle présentait des caractéristiques inédites pour l'époque, dont un moteur à plat en porte-à-faux arrière tout simplement révolutionnaire ! 21,5 millions de modèles de la première génération furent ainsi vendus, ce qui en fait encore aujourd'hui la voiture la plus populaire de tous les temps fabriquée à partir d'une seule plateforme. Production totale : 21.529.464 exemplaires (1948-2003).

ÉVOLUTIONS ET INNOVATIONS

Désormais considéré comme vintage, ce modèle était équipé d'un moteur de 1 131 cm³ développant 25 ch. Au fil des années, les versions évoluent régulièrement, gagnant en cylindrée et en performances, tout en préservant leur fiabilité légendaire. En 1972, le moteur atteint 50 ch de puissance et la Beetle continue de s'améliorer jusqu'à devenir la voiture emblématique que nous connaissons. Après la seconde guerre mondiale elle connaît un succès exceptionnel aux USA et sera produite au Brésil et au Mexique. Sa simplicité et son prix raisonnable lui vaudra d'être apprécié dans le monde entier, malgré une technique bien dépassée au fil des ans.

UN SYMBOLE PARADOXAL

Née dans un contexte politique sombre, la Coccinelle est pourtant devenue l'un des symboles les plus joyeux et les plus universels de l'histoire automobile. Elle traverse les époques, les continents, les classes sociales et les imaginaires. De la contre-culture des années 1960 aux films comme « Herbie », elle incarne la simplicité, la fiabilité et l'accessibilité. Leçon : La Coccinelle prouve qu'une voiture peut devenir légendaire non seulement par ses performances, mais aussi par son histoire, son accessibilité et sa capacité à traverser les époques.

DONNÉES CLÉS

- Conception : 1934 (Ferdinand Porsche)
- Première présentation : 1938
- Début de production civile : 1945
- Fin de production : 2003
- Production totale : 21.529.464
- Surnoms : Käfer (Allemagne), Beetle (Royaume-Uni), Kever (Pays-Bas), Escarabajo (Espagne)

Prochain édition : une autre voiture qui a marqué l'Histoire avec un grand « F ».



www.alger16.dz



Alger16, Le quotidien du Grand Public

COMBIEN DE TEMPS FAUT-IL MARCHER POUR PERDRE UN KILO ?

La marche peut-elle vraiment aider à perdre du poids ? Combien de temps faut-il marcher et faut-il atteindre 10 000 pas par jour ? Voici ce qu'il faut savoir.

Marcher régulièrement peut contribuer à la perte de poids en augmentant les dépenses énergétiques. Mais il n'existe pas de durée ou de nombre de kilomètres permettant, à lui seul, de garantir la perte d'un kilo.

LA MARCHÉ FAIT-ELLE VRAIMENT MAIGRIR ?

Comme toute activité physique régulière, la marche augmente les dépenses énergétiques et peut favoriser un déficit calorique. Pour perdre du poids, il faut généralement dépenser davantage d'énergie que ce que l'on consomme. Son principal avantage reste son accessibilité. Elle convient notamment aux personnes peu sportives ou ayant des difficultés avec les activités physiques plus intenses. Surtout, elle est facile à maintenir sur le long terme. La marche peut également contribuer à préserver la masse musculaire, réduire la sédentarité et améliorer la sensibilité à l'insuline. Mais une promenade occasionnelle ne suffit pas : la régularité et l'alimentation restent essentielles.

COMBIEN DE PAS OU DE KILOMÈTRES PAR JOUR ?

Il n'existe pas de chiffre magique. L'effet dépend notamment du poids de départ, de l'alimentation, de l'âge, de l'intensité de la marche et du niveau d'activité général. Les 8 000 à 10 000 pas par jour représentent déjà un bon niveau d'activité pour une personne très sédentaire, mais ce seuil n'est pas obligatoire pour perdre du poids. Commencer par 3 000 puis progresser vers 6 000 pas peut déjà être bénéfique. La vitesse compte également : une marche soutenue, qui accélère légèrement la respiration et le rythme cardiaque, dépense davantage d'énergie qu'une promenade tranquille. Mieux vaut marcher 7 000 pas quotidiennement pendant plusieurs mois que 15 000 pas pendant deux semaines avant

d'abandonner.

QUEL EST LE MEILLEUR MOMENT POUR MARCHER ?

Il n'existe pas d'heure idéale. Le meilleur moment est simplement celui que l'on peut intégrer facilement à son quotidien. Marcher après un repas peut notamment aider à limiter les pics de glycémie et favoriser la digestion. Une marche le soir peut également réduire la sédentarité et aider à se détendre. La marche à jeun, souvent présentée comme particulièrement efficace pour brûler les graisses, ne garantit toutefois pas une perte de poids supérieure sur le long terme.

COMBIEN DE TEMPS MARCHER POUR PERDRE 1 KILO ?

Il est impossible de déterminer précisément combien d'heures de marche sont nécessaires pour perdre un kilo. Le résultat dépend du profil de chacun, de son métabolisme, de son alimentation et de son activité quotidienne. Une baisse immédiate du poids après une longue séance correspond surtout à une perte d'eau. La perte de masse grasse nécessite un déficit calorique maintenu pendant plusieurs jours ou semaines. Ainsi, marcher une heure chaque jour peut aider à perdre du poids, mais uniquement si cette dépense supplémentaire n'est pas compensée par une alimentation plus importante.

PEUT-ON PERDRE DU VENTRE EN MARCHANT ?

Oui, la marche régulière peut contribuer à réduire la masse grasse abdominale, notamment la graisse viscérale. En revanche, il est impossible de choisir précisément l'endroit où le corps va perdre sa graisse. La génétique, l'âge, les hormones et le sexe influencent notamment la répartition de la masse grasse. La perte est donc globale. Une marche quotidienne, associée à une alimentation équilibrée et à une réduction de la sédentarité, peut progressivement contribuer à diminuer la graisse abdominale. En résumé : il n'existe pas de nombre magique de pas pour perdre un kilo. La meilleure stratégie reste de marcher régulièrement, d'augmenter progressivement l'intensité et de maintenir une alimentation adaptée.



NUMÉROS UTILES

URGENCES ET SÉCURITÉ

SAMU
021.67.16.16/
67.00.88

CHU MUSTAPHA
021.23.55.55

CHU BEN AKNOUN
021.91.21.63

CHU BENI MESSOUS
021.93.11.90

CHU BAINEM
021.81.61.13

CHU KOUBA
021.58.90.14

AMBULANCES
021.60.66.66

DÉPANNAGE GAZ
021.68.44.00

DÉPANNAGE ÉLECTRICITÉ
021.68.55.00

SERVICE DES EAUX
021.58.32.32/
58.37.37

PROTECTION CIVILE
021.61.00.17

SÛRETÉ DE WILAYA
021.63.80.62

GENDARMERIE
021.62.11.99/
62.12.99

NUMÉROS UTILES

AÉROPORT HOUARI-BOUMEDIENE
021.54.15.15

AIR ALGÉRIE (RÉSERVATION)
021.28.11.12

Air France
021.73.27.20/
73.16.10

ENMTV
021.42.33.11/12

SNFT
021.76.83.65/
73.83.67

SNTR
021.54.60.00/
54.05.04

Hôtel Sheraton
021.37.77.77

Hôtel Mercure
021.24.59.70/85

Hôtel El-Djazair
021.23.09.33/37

Hôtel El-Aurassi
021.74.82.52

Hôtel Hilton
021.21.96.96

Hôtel Sofitel
021.68.52.10/17

Pour vos petites annonces: **UN SEUL JOURNAL**

Les petites annonces
sont à **150 DA** seulement

Anniversaires, félicitations...
à **300 DA** seulement

ALGER 16

alger16.dz@gmail.com
5, rue du Sacré-Coeur, Alger

020 10 23 68

JEUX MÉDITERRANÉENS TARENTE-2026

UNE PREMIÈRE MÉDAILLE D'OR POUR L'ALGÉRIE

LE LUTTEUR FERGAT SUR LA PLUS HAUTE MARCHÉ



Le lutteur algérien Abdelkarim Fergat a offert hier à l'Algérie sa première médaille d'or aux Jeux méditerranéens de Tarente, en Italie, en s'imposant avec autorité en finale de l'épreuve de lutte gréco-romaine face à l'Égyptien Mahmoud Farrag Mahmoud Saad (10-1). Cette victoire permet à la délégation algérienne de décrocher son premier titre dans cette édition des Jeux méditerranéens, après avoir obtenu deux médailles de bronze. La première a été remportée en double mixte de badminton par Koçaïla Mammeri et sa sœur Tanina, tandis que la seconde est revenue à

Nadhir Harbi en taekwondo, dans la catégorie des moins de 58 kg. Spécialiste de la lutte gréco-romaine, Abdelkarim Fergat confirme ainsi son statut sur la scène régionale et continentale. Le lutteur algérien compte déjà plusieurs titres africains à son palmarès, et vient d'ajouter une nouvelle consécration à une carrière déjà riche en succès. Avec cette médaille d'or, l'Algérie lance idéalement sa campagne à Tarente et confirme les ambitions de sa délégation dans ces Jeux méditerranéens 2026.

A. Amine

FOOTBALL : ALGÉRIE 2 - KOSOVO 1

LES VERTS COMMENCENT PAR UNE VICTOIRE

La sélection nationale des U21 a entamé, samedi dernier, le tournoi de football des Jeux méditerranéens par une précieuse victoire (2-1) face à son homologue du Kosovo.

C'était au Stade Giovanni Paolo II de Francavilla Fontana, pour le compte de la première journée du groupe B du tournoi. Les Verts ont ouvert le score les premiers par l'intermédiaire d'Ahmed Kohili, qui s'est distingué sur une initiative individuelle. Mais ils se feront rattraper après l'égalisation du Kosovo, signée par le buteur kosovar Grezda. La mi-temps fut alors sifflée sur ce score de parité (1-1). Au retour de la pause, la partie sera âprement disputée de part et d'autre.

Mais les Algériens finiront par inscrire un second but grâce à l'opportunisme de Houssein Tazrout qui a offert la victoire à son équipe dans le temps additionnel (90'+1), d'une belle frappe, permettant ainsi aux

Algériens d'emporter les trois points de la rencontre.

ITALIE - ALGÉRIE, RENDEZ-VOUS CE SOIR POUR SCELLER LE PASSAGE AU PROCHAIN TOUR

Avec ce succès, les Verts occupent la première place de leur groupe (1er, 3 points), devant l'Albanie (2e, 1 point) et l'Italie (3e, 1 point). Ces deux dernières ont fait match nul (1-1), le même jour dans l'autre match du groupe B. À signaler que la sélection algérienne a rendez-vous, dès ce soir à partir de 20 heures (heure algérienne), avec la sélection du pays hôte, l'Italie, au stade Franco Fanuzzi de Brindisi, pour le compte de la deuxième journée du groupe B dans ce tournoi. Ça ne sera vraisemblablement pas facile face au pays hôte déjà sous pression après le semi-échec concédé face à l'Albanie, mais les Algériens restent capables de rééditer leur exploit et assurer leur passage au prochain tour dès ce soir. À eux de confirmer cette ambition sur le terrain.

Djaffar C.



TAEKWONDO

Nadir Harbi (-58 kg) offre à l'Algérie sa première médaille, en bronze



Le taekwondoïste algérien Nadir Harbi a offert à l'Algérie sa première médaille aux Jeux méditerranéens 2026, en décrochant le bronze dans la catégorie des moins de 58 kg, samedi dernier, à Tarente (Italie).

Harbi s'est incliné en demi-finale face au Turc Enes Kaplan (2-0), qui s'est ensuite adjugé la médaille d'or après sa victoire en finale face au Croate Josip Teskera (2-0). La deuxième médaille de bronze est revenue à l'Espagnol Jesus Fraile Rodriguez, battu en demi-finale par Teskera (0-2).

Cette médaille de bronze constitue la première médaille algérienne des JM-2026, offrant à la délégation nationale un premier podium dans ces joutes méditerranéennes qui se déroulent en Italie.

BOXE - 8^{ES} DE FINALE (-65 KG/MESSIEURS)

ISMAÏL BEKHSIS QUALIFIÉ EN QUARTS DE FINALE

Le boxeur algérien Ismaïl Bekhsis (-65 kg) s'est qualifié, hier, pour les quarts de finale des Jeux Méditerranéens de 2026 actuellement en cours à Tarente (Italie), en battant l'Italien David Fiore, en 8^{es} de finale, sur le score de 3-2.

Il est le deuxième algérien à faire son entrée en lice dans la compétition, après Mohamed Walid Allaoui (-60 kg), qui s'était fait éliminer aux points par l'Italien Michele Baldassi (4-1), en 8^{es} de finale de la catégorie, disputés samedi.

La journée du lundi 24 août verra l'entrée en lice de trois nouveaux pugilistes algériens, dont

deux femmes, à savoir : Melissa Hamda chez les moins de 57 kilos et Ichrak Chaïb chez les moins de 60 kilos, alors Youcef Islam Yaïche sera engagé chez les moins de 70 kilos (messieurs). Les trois représentants algériens feront tous leur entrée en lice au stade des quarts de finale et ils sont déjà fixés sur leurs futurs adversaires : Hamda est appelé à en découdre avec la Turque Ece Asud Ediz, alors Chaïb et Yaïche seront respectivement opposés à la Française Stélysine Grosy et l'Espagnol Frank Bernard Martinez. APS

BADMINTON - QUARTS DE FINALE (DOUBLE MIXTE)

L'Algérie domine l'Égypte (2-0) et passe en demi-finale

Le double mixte algérien de badminton, composé de Koçaïla Mammeri et de sa sœur, Tanina, s'est qualifié pour les demi-finales des Jeux méditerranéens 2026 actuellement en cours à Tarente (Italie), en battant (2-0) un tandem égyptien, composé d'Adham Hatem Abdelrazek Abdelhalim et Doha Mohamed Hany Mostafa Kamal.

Très complices dans le jeu, les Mammeri ont outrageusement dominé ce match et l'ont assez facilement emporté, avec le même score dans chacun des deux sets : 21-11, 21-11.

En demi-finale, prévue dimanche matin, à partir de 8h (heure algérienne), Koçaïla Mammeri et sa sœur seront opposés à un tandem français, composé de Nathan Begga et Elsa Jacob, avec pour enjeu la victoire, pour se qualifier en finale.

Les Français ont atteint cette demi-finale en battant (2-1) un tandem espagnol, composé de Nikol Carulla Kocsis et Rodrigo Sanjurjo Rivas, alors que l'autre demi-finale de ce tournoi, prévue également dimanche matin, à partir de 8h (heure algérienne), opposera la Turquie à la Serbie.

L'Algérie participe aux joutes de Tarente 2026 avec huit badistes (4 messieurs et 4 dames) en simple, double et mixte : Adel Hamek, Oussama Keddou, Yassmina Chibah, Chiraz Halimi, Kocella Mammeri, Youcef Medel, Tanina Mammeri, Linda Mazri, dirigés par l'entraîneur national Salim Nourine.

LIGUE 2 (SAISON 2026 - 2027)

LE LANCEMENT DU CHAMPIONNAT DÉCALÉ AU 11 SEPTEMBRE

Le début du championnat de la Ligue 2, prévu dans un premier temps pour le 4 septembre prochain, a été finalement reporté au 11 du même mois. L'information a été diffusée par la Ligue nationale de football amateur (LNFA) qui a relayé une circulaire de la FAF portant sur le sujet.

La nouvelle a sans doute réjoui les clubs amateurs qui pourront ainsi profiter de ce report pour peaufiner davantage leur préparation, mais aussi poursuivre leur renforcement, particulièrement ceux qui n'ont pas encore bouclé leur recrutement. La première journée du championnat de Ligue 2 est, en effet, décalée par la LNFA au 11 septembre prochain, au lieu du 4 septembre, sur instruction de la FAF. Parallèlement, la période du mercato est également étirée jusqu'au 26 septembre prochain. La LNFA explique que cette démarche a été édictée par le souci de veiller à une préparation rigoureuse et méthodique de la saison sportive 2026 - 2027 et afin de garantir un



démarrage réussi et organisé des différentes compétitions. En somme, il s'agit de donner un peu plus de temps aux clubs pour satisfaire à un ensemble de directives et de mesures organisationnelles mises en place par la FAF concernant l'enregistrement des joueurs et la préparation du lancement des championnats, ainsi que le suivi des divers aspects administratifs et sportifs. D'ailleurs, la LNFA n'a pas manqué dans sa communication d'inviter les clubs à prendre connaissance et à se conformer aux recommandations et procédures énoncées dans la circulaire de la FAF, mais aussi à veiller à accomplir toutes les démarches administratives et sportives requises

dans les délais fixés, afin de garantir une bonne préparation et le lancement de la saison sportive dans les meilleures conditions. C'est dans cette optique que le coup d'envoi du championnat de Ligue 2 a été reporté au 11 septembre, en ce qui concerne le groupe Centre-Est, et au 12 septembre, pour le groupe Centre-Ouest.

LA PÉRIODE D'ENREGISTREMENT PROLONGÉE AU 26 SEPTEMBRE PROCHAIN

La période d'enregistrement des joueurs a également été prolongée jusqu'au 26 septembre, pour permettre aux clubs de finaliser les procédures d'enregistrement de leurs joueurs et de régulariser leur

situation administrative dans les délais impartis, note la LNFA. Par ailleurs, s'agissant des championnats gérés par la Ligue inter-régions, le début du championnat est fixé aux 18 et 19 septembre pour les groupes Est, Centre-Est, Centre-Ouest, Ouest, Sud-Est, et aux 23 et 24 octobre pour les deux groupes A et B du Sud-Ouest. La fin de la période d'enregistrement en Inter-régions est fixée au 3 octobre prochain. Pour ce qui est de la Ligue régionale, les championnats des Régionales 1 et 2, leur lancement est prévu les 25 et 26 septembre, alors que le dernier délai fixé pour les enregistrements est arrêté pour le 10 octobre. Par ailleurs, la FAF met en garde les clubs sur d'éventuels manquements dans l'enregistrement ou qualification de leurs joueurs qui risquent de les exposer à des sanctions qui iraient jusqu'à leur rétrogradation jusqu'en Division de wilaya. En effet, la FAF avise qu'elle sera intransigeante quant à l'application des lois et rappelle, à cet effet, les dispositions de l'article 41 du règlement des championnats amateurs qui sanctionnent d'un match perdu sur tapis vert lors de la première infraction, match perdu sur tapis vert et défalcation de trois points en cas de récidive et, enfin, retrait du club et sa relégation au plus bas niveau de sa Division de wilaya, en cas de troisième infraction. Enfin, la FAF a indiqué dans sa circulaire que le 1er tour de la Coupe d'Algérie 2026 - 2027 interviendra les 18 et 19 septembre prochain.

Djaffar Chilab

LIGUE 1 - COUP DE STARTER JEUDI 27 AOÛT MCA - MCO l'affiche de la 1^{re} journée

La Ligue 1 Mobilis reprendra ses droits ce week-end avec la programmation de la première journée, les 27, 28 et 29 août. Deux matchs sont prévus pour le premier acte fixé à jeudi 27 août, avec en vedette le classique MC Alger - MC Oran, domicilié au stade de Douéra à partir de 21h. ES Sétif - ES Ben Aknoun se jouera le même jour, au stade du 8-Mai-1945 à 19h. Le lendemain vendredi, trois rencontres seront au menu avec CR Témouchent qui reçoit le CS Constantine, à 19h. A ce même horaire, l'US Biskra lancera également sa saison en accueillant la JS Saoura, alors que l'Olympique Akbou commencera par un déplacement au stade Mustapha-Tchaker de Blida où elle croquera le fer avec la JS El Biar, en soirée à partir de 21h. Les trois autres rencontres qui restent sont programmées pour samedi 29 août. Elles concernent l'USM Khenchela qui jouera à domicile l'USM Alger à 17h, l'ASO Chlef qui reçoit le CR Belouizdad à 19h et, enfin, la JS Kabylie qui effectuera sa première apparition devant ses fans, au stade Hocine-Aït-Ahmed, contre le MB Rouissat à partir de 21h.

D. C.

CAN - FUTSAL 2026/L'ES VERTS EN REGROUPEMENT DE PRÉPARATION À TLEMCEIN Double confrontation face à l'Arabie saoudite

La sélection nationale de futsal, qui prépare la Coupe d'Afrique des Nations, prévue du 12 au 21 octobre prochain, au Maroc, est en stage depuis dimanche 23 août, et ce, jusqu'au 1er septembre, au Centre technique régional (CTR) de Tlemcen. Ce stage sera ponctué,

annonce une communication fédérale, par deux rencontres amicales face à la sélection saoudienne. La première est programmée dimanche 30 août à partir de 19 heures, à la salle du Centre, et la deuxième, le lendemain lundi, à la même heure, à la salle

omnisports du complexe Miloud-Hadefi d'Oran. Pour rappel, lors de la phase finale de la CAN futsal 2026, les Verts entameront le tournoi dans le groupe A, en compagnie du pays hôte, le Maroc, de la Libye et de la Zambie.

D. C.

CR BELOUIZDAD/L'INTERDICTION D'ENREGISTREMENT FIFA TOUJOURS PAS LEVÉE Djaber Naâmourne sous pression

Sur le papier, le CR Belouizdad présente un effectif qui crache le feu et risque de tout balayer sur son passage, cette saison. Sauf que tout ce beau monde signataire avec les Rouge et Blanc n'est pas encore enregistré officiellement. Du moins en ce qui concerne les nouvelles recrues. Il s'agit de pas moins de neuf nouveaux venus, à savoir Kocella Boualia, l'ex-ailier droit de l'ES Tunis, Youssi

Bouzok, l'ex-attaquant d'Al Raed, Mehdi Boudjemaa, l'ex-milieu central d'Al Wehda, Sofiane Bouchar, défenseur central de retour d'Al Qadsia SC, Housssem Tka, ex-milieu central de l'ES Tunis, Riyane Akacem, ex-défenseur de la JS Saoura, Fouad Kermiche, ex-latéral droit du Paradou AC, Mohammed Yasser Chelhaoui, ex-défenseur de l'Olympique Akbou et

Julio Bandessi, ex-milieu offensif du MB Rouissat. En effet, à quelques encablures du début de la saison, le CRB est sous la menace de ne pas pouvoir qualifier ses nouvelles recrues. Et pour cause, le club fait toujours l'objet d'une interdiction internationale de recrutement imposée par la FIFA, depuis le 27 mai dernier. Et jusqu'à hier, le Chabab n'a pas encore réussi à lever cette

sanction. Néanmoins, le club a encore jusqu'à la fin du mois pour régulariser sa situation et espérer enregistrer ses nouvelles recrues. A défaut, il devra attendre janvier 2027 pour le faire. Ce qui fait que la direction du Chabab, notamment le nouveau directeur sportif Djaber Naâmourne, se retrouve sous la pression des délais qui approchent à grands pas.

D. C.

ENTRETIEN TÉLÉPHONIQUE ENTRE LE PRÉSIDENT TEBBOUNE ET KAÏS SAÏED POUR UN RENFORCEMENT DES LIENS BILATÉRAUX

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a eu, hier, un entretien téléphonique avec son frère, le président de la République tunisienne, M. Kaïs Saïed. Les deux présidents ont évoqué les relations solides et

fraternelles qui unissent les deux pays et les deux peuples frères, ainsi que les moyens de les renforcer davantage dans tous les domaines, au service des intérêts des deux peuples frères.



LE PREMIER MINISTRE MALIEN AUJOURD'HUI EN ALGÉRIE ALGER ET BAMAKO RENOUVENT LE DIALOGUE

Après plusieurs mois de tensions, Alger et Bamako semblent vouloir remettre le dialogue au centre de leurs relations. Le Premier ministre malien, le général de division Abdoulaye Maïga, est attendu aujourd'hui à Alger pour une visite de travail à l'invitation de son homologue algérien, Sifi Ghrieb. Une visite qui pourrait marquer le début d'une nouvelle phase dans les relations entre les deux pays.

Abdoulaye Maïga doit être reçu par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, et s'entretenir avec Sifi Ghrieb. Selon Bamako, il sera également porteur d'un message du président de la Transition, le général d'armée Assimi Goïta, destiné à son homologue algérien. Cette visite intervient quelques jours après l'entretien téléphonique du 9 août entre les deux Premiers ministres. Un échange qui avait déjà laissé entrevoir une volonté des deux capitales de reprendre contact et de privilégier la concertation après une longue période de tensions.

Pour comprendre ce rapprochement, il faut revenir sur le principal sujet de désaccord entre Alger et Bamako : l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali, issu du processus d'Alger.

Signé en 2015, l'accord avait fait de l'Algérie le principal médiateur entre Bamako et les groupes armés du nord du pays. Son ambition était de favoriser le retour de la paix et d'ouvrir la voie à une



réconciliation durable.

Mais sa mise en œuvre s'est révélée de plus en plus compliquée. La reprise des combats dans le nord du Mali, notamment autour de Kidal en 2023, a profondément creusé les divergences entre les deux pays. Alors que les autorités maliennes ont choisi de reprendre militairement le contrôle des territoires échappant à l'État, Alger continuait de défendre une solution politique et négociée. Les contacts entretenus par les responsables algériens avec certains acteurs maliens ont alors été perçus à Bamako comme une ingérence. Le 25 janvier 2024, le Mali annonce finalement la dénonciation de l'Accord d'Alger. Pour Alger, cette décision risquait d'aggraver davantage une situation sécuritaire déjà fragile. La rupture de l'accord marque alors un sérieux coup de froid dans les relations entre les deux voisins. La situation se détériore encore au printemps 2025. Dans la nuit du 31 mars

au 1er avril, l'Armée nationale populaire annonce avoir détruit un drone malien qui, selon Alger, avait pénétré dans l'espace aérien algérien. Bamako conteste cette version. Quelques jours plus tard, le 7 avril, l'Algérie décide de fermer son espace aérien aux appareils en provenance ou à destination du Mali, invoquant des violations répétées de son territoire. Cette fois, la crise dépasse largement le désaccord politique sur l'Accord d'Alger. Les relations diplomatiques se retrouvent directement affectées et les échanges entre les deux capitales se réduisent fortement. Pendant plusieurs mois, Alger et Bamako restent ainsi à distance dans un climat de méfiance qui semblait difficile à dépasser.

2026, LES PREMIERS SIGNES D'APAISEMENT

Le ton commence toutefois à changer cette année. Le retour des ambassadeurs et la réouverture des espaces aériens constituent les premiers gestes concrets d'un rapprochement. Après des mois de tensions, les deux pays semblent progressivement renouer avec une relation plus pragmatique. L'entretien du 9 août entre Sifi Ghrieb et Abdoulaye Maïga vient confirmer cette évolution. L'invitation du Premier ministre malien à Alger constitue désormais une étape supplémentaire.

Le contexte pousse aussi au réalisme. L'Algérie et le Mali partagent une longue frontière, des liens historiques et humains importants, mais surtout des intérêts communs qui ne peuvent être ignorés : sécurité aux frontières, lutte contre les groupes armés, circulation des personnes, échanges économiques et stabilité de la région sahélienne. Pour Alger, la situation au Mali touche directement à la sécurité de ses frontières méridionales. Pour Bamako, maintenir un canal de communication avec son voisin du Nord reste également important dans un environnement régional particulièrement instable.

La visite d'Abdoulaye Maïga ne signifie évidemment pas que les divergences ont disparu. L'Accord d'Alger reste un dossier sensible et les orientations prises par les autorités maliennes ces dernières années n'ont pas changé.

Après une période où les déclarations publiques et les tensions diplomatiques avaient pris le dessus, Alger et Bamako tentent désormais de revenir à une relation plus pragmatique.

La nouvelle séquence qui s'ouvre sera donc jugée moins sur les discours que sur les résultats : reprise des échanges, coopération sécuritaire, coordination aux frontières et, surtout, capacité des deux capitales à gérer leurs désaccords sans laisser une nouvelle crise emporter le reste de leur relation. **Abir Menasria**

AGRESSIONS SIONISTES CONTRE LA PALESTINE

DES VIOLENCES QUI SUSCITENT UNE LARGE CONDAMNATION INTERNATIONALE

Face à l'intensification des violences de colons israéliens et à l'accélération des projets de colonisation en Cisjordanie occupée, les condamnations internationales se multiplient. L'Union européenne (UE), le Conseil de coopération du Golfe (CCG), la Ligue islamique mondiale, ainsi que 102 anciens diplomates français et britanniques ont dénoncé, hier, une escalade qui compromet davantage les perspectives de paix et la possibilité de l'établissement d'un État palestinien. L'UE a fermement condamné les violences perpétrées par des colons israéliens en Cisjordanie occupée, faisant part de sa vive inquiétude face à la dégradation de la situation dans le village de Qusra, au sud de Naplouse. Plusieurs familles palestiniennes y seraient confinées dans leurs habitations depuis plus d'une semaine en raison d'attaques répétées. Dans une déclaration publiée à Bruxelles, l'UE a relevé une recrudescence des actes commis par des colons extrémistes, citant notamment les intimidations, le harcèlement, les dégradations de biens, le vandalisme et les agressions physiques visant à pousser les Palestiniens à quitter leurs foyers. L'Union européenne a, par ailleurs, rejeté les récentes déclarations du ministre israélien Itamar Ben Gvir concernant la bande de Gaza, les qualifiant de propos « incendiaires et offensants » qui ne contribuent aucunement à l'apaisement.

L'ESPAGNE RÉAFFIRME SA POSITION

Le gouvernement espagnol a, pour sa part, condamné fermement la décision israélienne de lancer un appel d'offres pour la construction de plus de 1.200 logements dans la zone E1, en Cisjordanie occupée. Madrid estime que ce projet risque de rompre la continuité territoriale palestinienne et de séparer Jérusalem-Est de la Cisjordanie. L'Espagne a réaffirmé que l'ensemble des colonies israéliennes dans les territoires palestiniens occupés sont contraires au droit international,

compromettent la solution à deux États et constituent un obstacle à l'instauration d'une paix durable. Elle a appelé le gouvernement israélien à revenir sur cette décision et à respecter ses obligations internationales, exhortant également la communauté internationale à assumer ses responsabilités afin de préserver la perspective de deux États.

LES ATTAQUES DE COLONS SE MULTIPLIENT

Ces condamnations interviennent dans un contexte marqué par une intensification des attaques de colons en Cisjordanie. Plusieurs citoyens palestiniens, des membres du conseil municipal, ainsi que des militants de solidarité internationale ont été blessés lors d'une attaque menée par des colons, dont certains étaient déguisés en soldats, dans la partie orientale de Beit Furik, au sud-est de Naplouse. Certains blessés ont été brièvement détenus avant d'être libérés, tandis que les forces israéliennes sont intervenues après l'attaque. La région de Naplouse connaît depuis plusieurs mois une recrudescence de ces agressions. À Tell, une attaque survenue un mois auparavant avait fait quatre morts. Des incursions de colons ont également été signalées dans le secteur de Sheikh Ammar, au sud de Deir Dibwan, à l'est de Ramallah. À Turmusaya, au nord de Ramallah, un nouvel avant-poste a, par ailleurs, été installé sur des terres privées palestiniennes dans la zone de Marj Seïf. Des structures mobiles auraient été implantées sur une superficie d'environ 900 mètres carrés, dont l'accès a été interdit aux habitants. Près de Jénine, les forces israéliennes ont également arrêté deux jeunes Palestiniens, Omar Abdel Karim Bachir et Nizar Omran Hamad Massad, à Faqoua, après des perquisitions et des fouilles de domiciles.

LE CCG ET LA LIGUE ISLAMIQUE MONDIALE DÉNONCENT LA COLONISATION

Sur le plan régional, le CCG a condamné la poursuite des

projets de colonisation israéliens. Son secrétaire général, Jassem Mohammed Al-Budaiwi, a dénoncé une violation flagrante du droit international et une menace directe pour la création d'un État palestinien indépendant sur les frontières de 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale. La Ligue islamique mondiale a également dénoncé l'appel d'offres portant sur 1.234 nouvelles unités de colonisation à Jérusalem-Est. Son secrétaire général, Muhammad Al-Issa, a estimé que ce projet menaçait la viabilité d'un futur État palestinien, tout en condamnant le soutien apporté aux colons responsables de violences.

102 ANCIENS DIPLOMATES APPELLENT PARIS ET LONDRES À AGIR

Dans le même temps, 102 anciens diplomates français et britanniques ont appelé Paris et Londres à traduire en actes leur reconnaissance de l'État de Palestine. Dans une tribune publiée hier dans *Le Monde*, les signataires estiment que la France et le Royaume-Uni doivent contraindre Israël à respecter le droit international. Les anciens diplomates dénoncent notamment la situation humanitaire à Gaza et l'intensification des violences de colons en Cisjordanie, évoquant des processus qu'ils qualifient de « nettoyage ethnique » et qui se dérouleraient, selon eux, avec la complicité des forces israéliennes. « La Palestine est en train d'être effacée sous nos yeux », écrivent-ils, en référence notamment à la situation de près de deux millions de Palestiniens pris au piège dans une bande de Gaza dévastée.

Les Nations unies et plusieurs organisations de défense des droits humains alertent, depuis plusieurs mois, sur l'ampleur des violences commises par les colons en 2026 et sur leur rôle dans les déplacements forcés de Palestiniens. La multiplication des condamnations internationales traduit ainsi une inquiétude croissante face à la poursuite de la colonisation et à l'érosion progressive des perspectives d'une solution politique au conflit. **R. I.**